



Rapport d'activité 2010 des services de l'État devant le Conseil général du Bas-Rhin

M. Pierre-Etienne BISCH
Préfet de la région Alsace, Préfet du Bas-Rhin

Séance plénière du Conseil général - Hôtel du département

lundi 19 septembre 2011



Rapport d'activité 2010 des services de l'État devant le Conseil général du Bas-Rhin

Monsieur le Président,
Messieurs les Vice-présidents,
Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,

J'ai le plaisir, comme les deux années précédentes, de présenter devant vous le rapport d'activité des services de l'État dans le département pour l'année 2010.

Je suis accompagné des sous-préfets et des chefs de services départementaux et régionaux de l'État ainsi que d'opérateurs de l'État qui ont contribué, sous mon autorité ou en étroite concertation, à la mise en œuvre des principales politiques voulues par le gouvernement et votées par le Parlement pour l'année 2010.

Je tiens d'ailleurs à les remercier, fier du travail mené en commun pour contribuer à soutenir, accompagner, développer, anticiper le développement économique, social et rural de notre département.

C'est dans cet état d'esprit, fort de la réorganisation des services de l'État dans le département menée à bien depuis janvier 2010, que je vous propose dans les pages qui suivent un aperçu des missions menées par l'État et son administration territoriale à vos côtés, au plus près du territoire, avec une volonté toujours présente de proximité avec les attentes des bas-rhinois.

Pierre-Étienne BISCH,
Préfet de la région Alsace,
Préfet du Bas-Rhin



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Rapport d'activité 2010 des services de l'État devant le Conseil général du Bas-Rhin

Les principales
politiques publiques
mises en œuvres par les
services de l'État
en 2010 dans le
département du
Bas-Rhin au regard des
missions de la loi de
finances 2010

Le point sur ...

Les **missions** correspondent aux grandes politiques de l'État, votées par le Parlement. Une mission est créée à l'initiative du Gouvernement et peut être ministérielle ou interministérielle. Elle regroupe des programmes, qui définissent le cadre de mise en œuvre

Administration générale et territoriale de l'État
Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation
Contrôle et exploitation aériens
Culture
Ecologie, développement et aménagement durables
Economie
Enseignement scolaire
Gestion des finances publiques
Immigration, asile et intégration
Plan de relance de l'économie
Politique des territoires
Relations avec les collectivités locales
Santé
Sécurité
Sécurité routière
Sécurité civile
Solidarité, insertion et égalité des chances
Sport, jeunesse et vie associative
Travail et emploi
Ville et logement

Principaux objectifs nationaux des politiques publiques en 2010

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales

- ▶ Développer et promouvoir la production agricole sous signes officiels de qualité
- ▶ Favoriser l'attractivité des territoires ruraux
- ▶ S'assurer que les conditions de production des végétaux et les conditions de vie et d'utilisation des animaux garantissent la santé publique et la protection de l'environnement

Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation

- ▶ Sensibiliser chaque classe d'âge à l'esprit de défense par une JAPD de qualité et pour un coût maîtrisé
- ▶ Liquider les dossiers avec la meilleure efficacité et la meilleure qualité possibles

Contrôle et exploitation aériens

- ▶ Assurer un haut niveau de sécurité de la navigation aérienne
- ▶ Maîtriser l'impact environnemental du trafic aérien
- ▶ Concourir à la sécurité et à la sûreté de l'aviation civile
- ▶ Limiter les impacts environnementaux du transport aérien

Culture

- ▶ Accroître l'accès du public au patrimoine national
- ▶ Inciter à l'innovation et à la diversité de la création
- ▶ Améliorer l'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur
- ▶ Favoriser un accès équitable à la culture notamment grâce au développement de l'éducation artistique et culturelle

Ecologie, développement et aménagement durables

- ▶ Limiter l'exposition aux risques technologiques et réduire l'impact des pollutions industrielles et agricoles sur les personnes, les biens et l'environnement
- ▶ Réduire l'impact des déchets et des produits sur les personnes, les biens et l'environnement
- ▶ Mobiliser les pouvoirs publics et la société civile en faveur du développement durable

Economie

- ▶ Renforcer l'efficacité des aides aux entreprises
- ▶ Traiter l'enquête de recensement dans les délais qui assurent la qualité

Enseignement scolaire

- ▶ Conduire tous les élèves à la maîtrise des compétences de base exigibles au terme de la scolarité primaire
- ▶ Conduire le maximum d'élèves aux niveaux de compétences attendues en fin de scolarité et à l'obtention des diplômes correspondants

Gestion des finances publiques

- ▶ Réussir la fusion et le déploiement du guichet fiscal unifié

Immigration, asile et intégration

- ▶ Réduire les délais de traitement de la demande d'asile
- ▶ Améliorer les conditions d'accueil et d'intégration des étrangers

Plus d'information sur le budget général de l'État
en 2010 sur le site de la performance publique
www.performance-publique.budget.gouv.fr





Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Principaux objectifs nationaux des politiques publiques en 2010

Plan de relance de l'économie

- ▶ Assurer la mise en œuvre rapide du plan de relance de l'économie

Politique des territoires

- ▶ Soutenir la compétitivité et l'attractivité des territoires
- ▶ Accompagner les mutations économiques et renforcer la cohésion sociale et territoriale

Recherche et enseignement supérieur

- ▶ Répondre aux besoins de qualification supérieure
- ▶ Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international
- ▶ Participer activement à la construction de l'Europe de la recherche

Relations avec les collectivités locales

- ▶ Promouvoir les projets de développement local
- ▶ Assurer la péréquation des ressources entre collectivités

Santé

- ▶ Améliorer l'état de santé de la population et réduire les inégalités territoriales et sociales de santé

Sécurité et sécurité routière

- ▶ Réduire la délinquance
- ▶ Renforcer l'efficacité dans la lutte contre l'insécurité routière
- ▶ Améliorer le taux d'élucidation des crimes et délits

Sécurité civile

- ▶ Réduire le délai moyen de satisfaction des demandes d'interventions sur engins explosifs
- ▶ Harmoniser les moyens des services départementaux d'incendie et de secours

Solidarité, insertion et égalité des chances

- ▶ Améliorer l'accès à l'emploi et l'autonomie financière des bénéficiaires du RSA
- ▶ Réduire la pauvreté
- ▶ Garantir aux adultes vulnérables une protection juridique adaptée à leurs besoins
- ▶ Accroître l'effectivité et la qualité des décisions prises au sein des MDPH

Sport, jeunesse et vie associative

- ▶ Accroître la pratique sportive, notamment au sein des clubs, en apportant une attention particulière aux publics prioritaires
- ▶ Conforter le rang de la France parmi les grandes nations sportives
- ▶ Améliorer la capacité des expérimentations à préfigurer des politiques de jeunesse innovantes

Travail et emploi

- ▶ Accompagner vers l'emploi les personnes les plus éloignées du marché du travail
- ▶ Contribuer à la revitalisation des territoires et au reclassement des salariés licenciés pour motif économique
- ▶ Dynamiser la négociation collective et améliorer les conditions du dialogue social

Ville et logement

- ▶ Renforcer la mixité fonctionnelle des territoires urbains prioritaires
- ▶ Améliorer la qualité de l'habitat pour les habitants des quartiers concernés par le PNRU
- ▶ Améliorer la qualité et l'efficacité de l'offre de services pour les personnes les plus vulnérables
- ▶ Favoriser l'insertion par le logement des personnes en grande difficulté



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Administration générale et territoriale de l'État

Projet d'action stratégique de l'État en Alsace (PASE) 2011-2013 ...

Développer l'emploi et garantir la sécurité sont l'urgence première. Les politiques territoriales doivent y contribuer. C'est pourquoi renforcer les atouts des territoires, réduire les fragilités, prévenir les risques et les déséquilibres sont des missions placées au cœur de la stratégie de l'action de l'État en région, pour lesquelles le Premier ministre a chargé les préfets d'établir un **Projet d'action stratégique de l'État (PASE)** en région pour mettre en œuvre ces missions de façon adaptée au contexte local. Fruit d'une réflexion collégiale incluant les services régionaux et départementaux de l'État, dix priorités ont été dégagées pour l'Alsace :

1. Piloter et évaluer la mise en œuvre des priorités ministérielles
2. Améliorer le service rendu au public
3. Réduire les pollutions et les risques,
4. Garantir la sécurité des populations
5. Héberger et loger les populations fragiles
6. Articuler la politique de la ville avec les politiques de rénovation urbaine, de sécurité et d'emploi dans les quartiers prioritaires
7. Produire et consommer de manière durable
8. Gérer l'espace de manière économe et durable
9. Améliorer l'accès à l'emploi
10. Mettre en œuvre les orientations stratégiques régionales en matière de communication

Ces priorités se déclinent en une trentaine d'actions illustrant les moyens et les dispositifs mis en œuvre par les services de l'État. Le PASE, en identifiant des priorités communes, a pour objet capable de fédérer les agents de l'État en Alsace et de permettre d'informer utilement les partenaires de l'État sur les axes essentiels de l'action de l'État



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Administration générale et territoriale de l'État

Renforcer la qualité de l'accueil dans les services publics ...

Comme l'a rappelé le Conseil de modernisation des politiques publiques du 9 mars 2011, le premier engagement de la RGPP repose sur l'**amélioration de la qualité des services rendus aux usagers**.

Il s'agit d'une part de simplifier par la **création de guichets uniques** physiques et à distance, par la **simplification des démarches** administratives. Il s'agit d'autre part de rendre compte en évaluant la **qualité de l'accueil** du public, en réduisant les **délais de traitement** des principales demandes et la gestion de leurs **réclamations**. Ces cinq objectifs ont été intégrés au projet d'action stratégique de l'État en Alsace 2011-2013.

Moderniser les services publics dans le sens d'une amélioration du service rendu au public, c'est placer l'usager-citoyen au cœur des missions de l'Etat et s'assurer également d'une meilleure maîtrise de nos finances publiques.

L'un des vecteurs d'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers sera la conformation des services de l'Etat aux engagements de service du référentiel Marianne, référentiel commun à toutes les administrations de l'Etat. C'est dans cette démarche que sont engagés en 2011 la **Direction régionale des finances publiques d'Alsace et du département du Bas-Rhin** et **l'Inspection académique du Bas-Rhin**, les **Préfecture et sous-préfectures du Bas Rhin**, ainsi que les trois **Directions départementales interministérielles (territoires, protection des populations, cohésion sociale)**





Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Administration générale et territoriale de l'Etat

Administration territoriale

Les chiffres de délivrance de titres d'identité en 2010 ...

	2007	2008	2009	2010
Nombre de cartes nationales d'identité délivrées (CNI)	92 850	90 569	110 391	106 340
Nombre de passports délivrés	54 934	48 881	41 947	42 695
Nombre de titres d'identités totaux délivrés	147 784	139 450	152 338	149 035

Les chiffres des permis de conduire en 2010 ...

	2007	2008	2009	2010
Nombre de permis de conduire nationaux délivrés	36 509	37 875	37 679	36 668
Nombre de permis de conduire internationaux délivrés	2 519	2 946	2 594	2 583
Nombre de suspensions administratives pour alcoolémie	1 386	1 383	1 245	1 325
Nombre de suspensions administratives pour excès de vitesse	190	171	224	233
Nombre de suspensions administratives pour usage de stupéfiants	40	79	177	326
Nombre d'annulations pour défaut de points	1 107	1 440	1 298	948

Les chiffres de la vidéoprotection en 2010 ...

	2007	2008	2009	2010
Nombre de systèmes autorisés	224	253	230	550
Nombre de caméras autorisées	1 237	2 151	1 382	1 962

Administration générale et territoriale de l'Etat

Administration territoriale



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Les thématiques 2011 ...

- **Carte nationale d'identité électronique** : la mise en œuvre de la carte nationale d'identité électronique est annoncée pour l'automne 2012. L'objet de la loi relative à la protection de l'identité, en 2^e lecture au Sénat, est de garantir une fiabilité maximale aux passeports et aux cartes nationales d'identité, afin de lutter contre les délits liés à l'usurpation d'identité et à la fraude documentaire. Le texte propose de sécuriser la procédure de délivrance de ces titres et de sécuriser les transactions, en introduisant une carte d'identité où figureront les informations biométriques du titulaire, soit sa photographie et ses empreintes digitales numérisées
- **Vidéoprotection** : la LOPPSI 2 élargit et assouplit les conditions d'utilisation de la vidéoprotection, car la commission départementale peut désormais exercer un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes. La palette de sanctions s'accroît, le Préfet pouvant prononcer la fermeture d'un établissement disposant d'un système sans autorisation. Sous certaines conditions et à la demande du Préfet, une commune ou un EPCI devront délibérer sur l'installation d'un système de vidéoprotection
- **Activités de sécurité privée** : à compter du 1^{er} janvier 2012, le Conseil national des activités de sécurité privée, créé par la LOPPSI 2, se substituera à la préfecture en prenant en charge l'instruction, la délivrance et le retrait des différents agréments, autorisations et cartes professionnelles prévus par la loi du 12 juillet 1983. Le Préfet conservera néanmoins la compétence de les retirer ou suspendre en cas de nécessités tenant à l'ordre public.



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales

Les faits marquants 2010 ...

- **Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires :**
 - Mise en œuvre de la réforme du bilan de santé de la **Politique agricole commune** (PAC)
 - Déclinaison du **Plan de soutien exceptionnel à l'agriculture** (PSEA)
 - Mise en œuvre de la politique agro-environnementale en faveur du **grand hamster d'Alsace**
- **Forêt :**
 - Contribution à l'**observatoire forêt/gibier** du Donon
- **Sécurité et qualité sanitaire de l'alimentation :**
 - Renforcement de la conformité des **entreprises alimentaires** aux règlements européens

Les principaux acteurs ...

DDT – Direction départementale des territoires du Bas-Rhin

DDPP – Direction départementale de la protection des populations du Bas-Rhin

Avec le concours de ...

ONF – Office national des forêts

Focus ... Programmes d'action de la mission

- *Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires*
- *Forêt*



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales

L'action des services en 2010 ...

• Déclinaison opérationnelle du Plan de soutien exceptionnel à l'agriculture (PSEA)

Dans un contexte de crise économique et financière qui s'est traduit par un effondrement des cours des matières premières agricoles, un plan d'urgence a été décidé par l'Etat de façon à restaurer les trésoreries des exploitations. Le PSEA a représenté un effort sans précédent de l'Etat dans le département de plus de **4 M€**, tous dispositifs confondus, et a concerné près de **1300 exploitations professionnelles**, soit une **moyenne de 3000 € par exploitation**. Les priorités définies en étroite concertation avec les professionnels ont permis de soutenir les filières les plus fragiles (élevage bovin laitier et allaitant, producteurs de fruits et légumes...)

• Mise en œuvre de la réforme du bilan de santé de la Politique Agricole Commune (PAC)

Cette réforme est entrée en application en **avril 2010** dans les départements, au moment de la constitution par les agriculteurs de leurs dossiers PAC. Au niveau français, il a été décidé notamment :

- un renforcement du **découplage des aides agricoles de l'acte de production**
- un **rééquilibrage des aides agricoles** à enveloppe constante au profit du secteur de l'élevage par le biais d'un soutien à l'herbe productive et au détriment du secteur céréalier
- de **nouvelles règles de conditionnalité** qui consacrent l'interdiction de retournement des prairies naturelles dont dispose chaque exploitation (référence 2010) et l'obligation de maintien d'éléments fixes du paysage

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales

L'action des services en 2010 ...

• Politique agro-environnementale en faveur du grand hamster d'Alsace :

La DDT du Bas-Rhin participe activement à la promotion du **dispositif de contractualisation** en faveur de la protection du grand hamster d'Alsace, en lien étroit avec la chambre d'agriculture et l'ONCFS. Fin 2010, dans les zones prioritaires pour la restauration de l'espèce, la DDT a adressé un courrier aux **525 agriculteurs exploitant des parcelles** dans ces secteurs, en répertoriant très précisément les **5032 îlots PAC** (près de 7000 ha) ouverts à la contractualisation.

La DDT du Bas-Rhin est également chargée de vérifier annuellement l'éligibilité des contrats agro-environnementaux souscrits par les agriculteurs, en lien avec les déclarations de cultures des agriculteurs, avant de décider des mises en paiement des contrats.

En 2010, on compte dans le Bas-Rhin près de **650 ha porteurs de contrats de cultures favorables en faveur du grand hamster**, ce qui représente un soutien financier annuel de l'ensemble des partenaires de près de 240 000 €

• Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation :

- Prévention et gestion des **alertes dans la chaîne alimentaire** (risques de salmonelles en élevages, d'E-coli en abattoirs, plans de surveillance et de contrôle)

- Maintien et certification du **bon état sanitaire des cheptels** d'animaux domestiques et de la faune sauvage (arrêt de la vaccination des sangliers contre la peste porcine et probable levée du classement en zone infectée)

- Développement de **bonnes pratiques d'élevage et d'entretien des animaux** socialement satisfaisantes et dans le respect des règles propres à ce premier maillon de la chaîne alimentaire (agrément des formateurs de maîtres de chiens « mordants »)

- Contrôle de l'**abattage clandestin** en filière ovine

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales

Données humaines de la DDT du Bas-Rhin (*toutes missions*) ...

ETP 2010	296,10	ETP 2009	300,45 (<i>mars 2010</i>)
Effectif physique 2010	305	Effectif physique 2009	313 (<i>mars 2010</i>)

Données humaines de la DDPP du Bas-Rhin (*toutes missions*) ...

ETP 2010	74,1	ETP 2009	74,8
Effectif physique 2010	78	Effectif physique 2009	78

Données budgétaires ...

Programme	Action	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
		2010	2009	2010	2009
Programme 154 Economie et développement durable de l'agriculture					
01	Aides du 1er pilier de la PAC	69 500 000	80 200 000		
	Plan de soutien exceptionnel (PSEA)	4 000 000			
Programme 206 Sécurité et qualité sanitaire de l'alimentation					
02	Lutte contre les maladies animales	1 118 011	1 200 033	1 210 385	1 560 255
03	Prévention et gestion risques sanitaires	100 930	70 823	75 625	70 823
06	Autres moyens de l'administration	174 265	146 407	167 246	146 132



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation

Les faits marquants 2010 ...

- **Organisation territoriale :** la réorganisation nationale et locale des missions (pensions militaires d'invalidité à La Rochelle, Caisse nationale de sécurité sociale militaire à Toulon, Centre d'expertises médicales et de commission de réforme à Metz, retraites du combattant à Colmar...), a sollicité une importante activité d'information auprès des usagers suite à la fermeture en août 2010 de la DIAC, Direction interdépartementale des anciens combattants
- **Concours national de la résistance et de la déportation :** 70 lauréats des collèges et lycées ont été récompensés autour du thème « l'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle et son impact jusqu'en 1945 », dont une visite de l'Historial de Gaulle, du Mont Valérien, des sites d'histoire et de mémoire de Schirmeck et du Struthof pour les lauréats du 1er prix
- **Mémoire :** les nécropoles nationales, le camp et le CERD du Struthof ont été regroupés au sein du *Pôle des sépultures de guerre et hauts lieux de mémoire nationale* créé à Metz en 2010

Les principaux acteurs ...

ONAC – Service départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre du Bas-Rhin

CERD – Centre européen du résistant déporté et camp du Struthof

Focus ... Programmes d'action de la mission

- *Liens entre la nation et son armée*
- *Mémoire,*

Contrôle et exploitation aériens

Les faits marquants 2010 ...

- **Gestion de crise** lors d'aléas exceptionnels : suspension du trafic durant l'épisode du volcan islandais « Eyjafjöll » et perturbations liées aux chutes de neiges abondantes fin 2010
- **Contribution au rallye d'Alsace** : gestion des espaces aériens et des hélicos-suiveurs

Les thématiques principales en 2010 ...

- **Desserte** : renouvellement des **dessertes de Strasbourg** dans le cadre du contrat de plan Etat-Région (Amsterdam, Copenhague, Prague, Madrid), soit près de 12 M€ sur trois années
- **Contrôle aérien** : lancement des travaux visant à construire une nouvelle tour de contrôle
- **Espaces aériens** : études menées dans le cadre de la nouvelle configuration des espaces aériens du nord-est
- **Qualité** : maintien de la certification ISO 9001 v2008 pour la DSAC-NE

Les principaux acteurs ...

DGAC / DSAC-NE – Direction de la sécurité de l'aviation civile nord-est

DGAC / SNA-NE – Service de la navigation aérienne nord-est

Avec le concours de ...

GTA – Gendarmerie des transports aériens

Focus ... Programmes d'action de la mission

- *Navigation aérienne*
- *Transports aériens, surveillance et certification*



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Contrôle et exploitation aériens

L'action des services en 2010 ...

• Aéroport de Strasbourg-Entzheim :

- Travaux relatifs au plan de servitudes aéronautiques de Strasbourg
- Dialogue soutenu dans la perspective de la mise en place de la SEA de l'aéroport
- Mise en œuvre d'un nouveau dispositif réglementaire européen de sûreté aérienne
- Conduite de 55 contrôles techniques d'exploitation sur des appareils français et étrangers

• Circulation aérienne :

- Mise en œuvre d'un contrôle d'approche et terminal partagé à partir de Strasbourg pour les 3 aéroports français et allemands de Strasbourg-Entzheim, Karlsruhe-Baden et Lahr
- Mise en œuvre d'une nouvelle procédure d'approche « en descente continue » à Strasbourg

Les thématiques 2011 ...

• Société d'exploitation de l'aéroport (SEA) de Strasbourg-Entzheim :

La société d'exploitation de l'aéroport a été constituée en mai 2011, avec l'entrée au capital des collectivités locales, pour offrir des moyens mieux adaptés aux enjeux actuels et futur de développement de la plateforme aéroportuaire bas-rhinoise

• Infrastructure de l'ensemble opérationnel :

- Poursuite des travaux préparatoires à l'érection d'une nouvelle tour de contrôle aérien
- Continuation des travaux d'études communes avec les homologues français et étrangers sur l'évolution des structures des espaces aériens

Contrôle et exploitation aériens

Aviation et environnement ...

La Direction générale de l'Aviation civile veille à réduire les nuisances, en particulier sonores et atmosphériques, générées par le transport aérien. Elle contribue à les limiter et entretient le dialogue avec les élus et les représentants des riverains d'aéroports. Elle s'est engagée en signant la convention du 28 janvier 2008 sur les engagements pris par le secteur du transport aérien dans le cadre du Grenelle de l'Environnement

Données humaines ...

ETP 2010	195	ETP 2009	192
Effectif physique 2010	200	Effectif physique 2009	198

Données budgétaires ...

Programme	Action	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
		2010	2009	2010	2009
Programme 612 : Navigation aérienne					
02	Aéroport	1 066 000	1 050 000	1 066 000	1 048 000
06	Maintien de compétences	304 000	232 000	304 000	232 000
Programme 614 Transports aériens, surveillance et certification					
01	Développement durable et régulation	524 000	728 000	466 000	713 000
02	Contrôles opérationnels	215 000	212 000	177 000	174 000
03	Soutien opérationnel	1 452 000	2 129 000	1 263 000	1 562 000



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Culture

Les faits marquants 2010 ...

- **Architecture et cadre de vie** : intégration du Service territorial de l'architecture et du patrimoine (STAP) du Bas-Rhin à la DRAC Alsace, avec maintien de ses missions et de celles de l'architecte des bâtiments de France
- **Spectacle vivant** : nouvelle convention avec l'*Opéra national du Rhin*, associant l'Etat, trois villes, une région et deux départements dans un partenariat exceptionnel en France
- **Enseignement supérieur** :
 - Création de l'établissement public de coopération culturelle *Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts* par arrêté préfectoral du 23 décembre 2010
 - Signature de la convention de financement de l'extension et la restructuration de l'*École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg* (ENSAS) entre l'État, la Région Alsace, le Conseil général du Bas-Rhin et la Ville de Strasbourg

Les principaux acteurs ...

DRAC – Direction régionale des affaires culturelles d'Alsace

STAP – Service territorial de l'architecture et du patrimoine

Focus ... Programmes d'action de la mission

- *Patrimoines*
- *Création*
- *Transmission des savoirs et démocratisation de la culture*



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Culture

L'action des services en 2010 ...

- **Patrimoine monumental** : poursuite de la restauration des verrières sud de la Cathédrale de Strasbourg, restauration des couvertures du transept de Marmoutier et du Palais du Rhin, classement du château de Froeschwiller et de son parc, révision de la protection en vue du classement de l'ensemble concentrationnaire du Struthof
- **Archéologie** : début de fouille préventive d'envergure sur le site du projet de plate forme départementale de Bernolsheim, aboutissement des négociations relatives au Centre de conservation et d'étude de Sélestat (CCE)
- **Spectacle vivant** : ouverture des *Conférences régionales du spectacle vivant* en Alsace nouant de nouveaux partenariat entre État, collectivités et professionnels du secteur et enquête d'envergure régionale pour étudier les publics du spectacle vivant dans la région (18 structures et festivals dans le Bas-Rhin situés en milieu rural et dans des villes petites ou moyennes ou en milieu péri-urbain et frontalier afin de servir la réflexion sur la politique partenariale entre l'État et les collectivités territoriales
- **Livre et lecture** : participation au projet de médiathèque municipale dans l'ancien collège de Barr et à l'aménagement mobilier et informatique de la médiathèque de Wissembourg
- **Politique de la ville et publics spécifiques** : accompagnement et financement de 16 projets bas-rhinois « politique de la ville » (117 400 €) et 18 projets soutenus à destination des publics « empêchés », personnes hospitalisées, en situation de handicap, incarcérées (62 400€)



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Culture

Données humaines de la DRAC et des STAP67 et STAP68 ...

ETP 2010	84	ETP 2009	83
Effectif physique 2010	82,2	Effectif physique 2009	80,4

Les chiffres du patrimoine en Alsace (et dans le Bas-Rhin) ...

- Nombre de monuments protégés au titre des MH :	1 404 (dont 934 dans le Bas-Rhin)
- Nombre de musées de France :	48 (dont 24 dans le Bas-Rhin)
- Nbre d' objets protégés au titre des MH :	4 761 (dont 1 646 dans le Bas-Rhin)
- Nombre d' orgues protégées au titre des MH : parties instrumentales / buffets seuls	128/ 51
- Nombre de Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) :	4 (dont 1 dans le Bas-Rhin à Reichshoffen)
- Nombre d'Aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP)	1 dans le Bas-Rhin en cours à Wangen
- Nombre d' entités archéologiques :	10 235
- Nbre de chantiers de fouilles : programmées / préventives (2009) : projets collectifs de recherche	12 / 29 (dont 13 pour la LGV) 6
- Nombre de Villes et Pays d'Art et d'Histoire :	3 (toutes situées dans le Haut-Rhin)
- Nombre de secteurs sauvegardés :	2 (Strasbourg et Colmar)
- Nombre de dossiers traités par les STAP :	9 294 (STAP67) / 4 315 (STAP68)
- Nombre de permis de construire et autorisations de travaux MH délivrés par le DRAC / Nombre de recours avis ABF	155 / 2



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Ecologie, développement et aménagement durables

Les faits marquants 2010 ...

- **Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement** : cette loi ENE, dite « Grenelle II » constitue le troisième pilier de la mise en œuvre législative du Grenelle de l'environnement et offre ainsi de nouveaux outils juridiques et techniques aux acteurs de terrain, à commencer par les collectivités locales, dans les domaines de l'habitat et de l'urbanisme, des transports, de l'énergie, de la biodiversité, de la santé environnementale

Les principaux acteurs ...

DDT – Direction départementale des territoires du Bas-Rhin

DREAL – Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace

Préfecture – Bureau de l'environnement et des procédures publiques (BEPP) et SIRACEDPC

Avec le concours de ...

SNS – Service de la navigation de Strasbourg

VNF – Direction interrégionale de Strasbourg de Voies navigables de France

ONEMA – Service départemental Bas-Rhin de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques

Focus ... Programmes d'action de la mission

- *Infrastructures et services de transports*
- *Urbanisme, paysages et diversité*
- *Prévention des risques*
- *Energie et après-mines*

Ecologie, développement et aménagement durables

Urbanisme, paysages, eau et biodiversité

Les faits marquants 2010 ...

• Urbanisme, aménagement et sites – planification :

- **Urbanisme** : déclinaison de l'accord cadre relatif au grand hamster dans les procédures de délivrance de permis de construire, élaboration d'une doctrine partagée pour les constructions en zones agricoles

- **Planification** : mise en œuvre de la réforme de l'urbanisme commercial et création de la *Commission départementale d'aménagement commercial* (CDAC), lancement des démarches d'appel à projet « Eco-quartier », suivi de l'élaboration des *Schémas de cohérence territoriale* (SCOT) en cours

• Gestion des milieux et biodiversité :

- **Eau** : mise en œuvre des contrôles liés à la directive « nitrates »

- **Biodiversité et chasse** : déclinaison du plan national de maîtrise des sangliers et gestion de l'équilibre agro-sylvo-génétique par le biais de la maîtrise des plans de chasse des cervidés

Les chiffres de l'aménagement commercial en 2010 ...

	2007	2008	2009	2010
Nombre de dossiers examinés	50	48	16	21
Nombre de séances de la CDAC	11	12	7	9

NB : La diminution du nombre de dossiers examinés à compter de l'année 2009 est la conséquence de la loi de modernisation de l'économie du 04/08/2008 qui a relevé le seuil de saisine de 300 à 1000 m²



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Ecologie, développement et aménagement durables

Urbanisme, paysages, eau et biodiversité

L'action des services en 2010 ...

• Lutte contre les pollutions :

- Signature avec le Conseil général du **protocole d'accord pour la mise en œuvre des plans d'action dans les aires d'alimentation des captages d'eau potable**, destiné à lutter contre les pollutions diffuses (nitrates et produits phytosanitaires)

- Contrôle de 69 exploitations dans le cadre de la **lutte contre les pollutions d'origine agricole** et de la conditionnalité des aides de la politique agricole commune (6 exploitations non conformes)

- Suivi particulier des 3 agglomérations mises en demeure de se conformer à la directive n° 91/271/CEE du 21 mai 1991 sur les **eaux résiduaires urbaines** (DERU), portant obligations de collecte et de traitement des eaux usées, et prescription d'une surveillance des rejets de la station d'épuration de la CU de Strasbourg dans le cadre de sanctions de réduction des *Rejets de substances dangereuses dans l'eau* (RSDE)

• Préservation des cours d'eau et zones humides :

- Poursuite de l'élaboration du *Programme départemental de restauration de la continuité écologique des cours d'eau* pour l'Ill et la Bruche initié en 2009 et concertation locale relative à la révision des classements de cours d'eau au regard de la **continuité écologique**

• Ouvrages hydrauliques

- Mise au norme sécuritaire des **digues et barrages** : des prescriptions complémentaires au titre de la sécurité publique pour la totalité des digues de classe A à C et les principaux barrages ont fait l'objet d'arrêtés en 2010



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Ecologie, développement et aménagement durables

Urbanisme, paysages, eau et biodiversité

L'action des services en 2010 ...

• **Construction durable :**

- Pilotage des audits énergétiques, de gros entretien et d'accessibilité sur 92 *bâtiments de l'Etat* et conduite d'opérations et assistance technique aux services de l'Etat (Cité administrative Gaujot, bâtiments du culte, CREPS Alsace, palais de justice de Saverne et Sélestat, BNU, INSA, tour de contrôle de l'aéroport de Strasbourg-Entzheim.)
- Portage de la **politique d'accessibilité et de sécurité des bâtiments** sur le territoire : la DDT préside la *Sous-commission départementale d'accessibilité* (SCDA) et participe à la *Sous-commission départementale de sécurité* (SCDS)

Les thématiques 2011 ...

- **Eau :** rédaction d'un « accord de méthode » sur le **curage des cours d'eau et fossés** en concertation avec la profession agricole et la Chambre départementale d'agriculture et mise en œuvre du **transfert du service de l'III** vers la CU de Strasbourg, le Conseil général et la Région
- **Biodiversité :** parution le 6 juin 2011 de l'arrêté préfectoral fixant la première liste locale des opérations et programmes soumis à une évaluation d'incidence NATURA200
- **Urbanisme :** mise en œuvre de la **réforme de la fiscalité de l'urbanisme**
- **Planification :** création de la Commission départementale de consommation des espaces agricoles (CDCEA) qui doit donner un avis sur les documents d'urbanisme générant de la consommation agricole
- **Construction durable :** fin de l'exercice des missions d'ingénierie publique pour le compte des collectivités territoriales à compter du 31 décembre 2011



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Ecologie, développement et aménagement durables

Urbanisme, paysages, eau et biodiversité

Le point sur la loi ENE (Engagement National pour l'Environnement), dite « Grenelle 2 » ...

« L'ambition globale de la loi est de créer une nouvelle "économie écologique" et d'apporter une réponse d'ensemble à la "dégradation de l'état de notre planète", dont l'exposé des motifs de la loi Grenelle 1 s'était fait l'écho. L'objet de la loi Grenelle 2 est ainsi de poursuivre, selon une logique d'ensemble, la construction de ce droit encore en gestation qu'est le droit de l'environnement » (*). En traitant de quatre sujets :

- **La gouvernance et la responsabilité**, car la loi vient renforcer l'information et la participation du public en matière d'environnement, de développement durable ou d'aménagement du territoire en réformant les différents outils juridiques d'information et de participation du public, telles les procédures d'étude d'impact et d'enquête publique ;
- **La biodiversité**, pour laquelle la loi met en place de nouvelles mesures visant à la protéger et à la valoriser dans ses formes les plus diverses et notamment par la création de la trame verte et la trame bleue, nouveau dispositif protecteur, de maillage écologique du territoire, visant à garantir les continuités écologiques tout en prenant en compte les activités humaines ;
- **Les énergies renouvelables** au travers de l'adoption de plans climat-énergie territorial qui deviennent obligatoire pour les collectivités territoriales de plus de 50 000 habitants, par le renforcement du rôle des régions avec la création d'un nouvel outil obligatoire, les schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ;
- **L'urbanisme et la construction**, en instaurant de nouvelles mesures en droit de la construction et en droit de l'urbanisme afin de répondre aux objectifs environnementaux de lutte contre le réchauffement climatique et de maîtrise de la consommation énergétique fixés par la loi Grenelle.

(*) Jean-Marc SAUVE, Vice-président du Conseil d'État, le 1er octobre 2010 lors d'un colloque à l'ENA sur la loi Grenelle 2



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Ecologie, développement et aménagement durables

Prévention des risques

Les faits marquants 2010 ...

• Prévention des risques technologiques et des pollutions :

- Poursuite de l'élaboration des *Plans de prévention des risques technologiques* (PPRT) du port aux pétroles de Strasbourg, de Dow AgroSciences à Drusenheim et de Rhône Gaz à Herrlisheim; prescription des PPRT de Rohm & Haas de Lauterbourg, de PPR Butagaz-Lanxess à Reichstett, de Messier-Bugatti-Dowty à Molsheim

• Prévention des risques naturels et hydrauliques :

- Pour remédier aux conséquences d'aménagements passés des cours d'eau qui ont augmenté la vulnérabilité des personnes et des biens, l'Etat améliore ses capacités de prévision et de prévention des inondations ainsi que l'information des populations en privilégiant les actions suivantes : contrôle de l'urbanisation et de l'implantation d'activités en zones inondables, restauration des effets naturels d'écrêtement des crues, limitation des effets amont/aval des projets d'aménagement de cours d'eau, entretien et préservation des dispositifs de protection (digues, déversoirs), limitation de l'utilisation ou de l'occupation des sols sur les pentes des bassins versants

- Etudes de développement d'outils de modélisation et de prévision des crues avec le développement du modèle de bilan hydrologique LARSIM, utilisé désormais en continu par tous les services de prévision des crues français, sarrois, rhénano-palatins et luxembourgeois et qui permet de réaliser des prévisions aussi bien des crues que des étiages

• Politique de prévention des bruits :

- Elaboration et mise en œuvre du *Plan de prévention du bruit dans l'environnement* (PPBE) dans sa première échéance



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Ecologie, développement et aménagement durables

Prévention des risques

L'action des services en 2010 ...

• Risques naturels :

- Finalisation et approbation du *Plan de prévention du risque inondation* (PPRI) de la Zorn et lancement de celui de la Bruche-Mossig
- Lancement des études hydrauliques d'acquisition de la connaissance du risque inondation sur le bassin versant de la Moder en prévision de la réalisation d'un PPRI

• Prévention du bruit :

- Suivi de l'**Observatoire du bruit** en partenariat avec l'ADEME, la DREAL, les CETE et les collectivités territoriales
- Lancement de la démarche sur l'élaboration des nouvelles **cartes de bruits** stratégiques selon de nouveaux seuils pour les infrastructures de plus de 3 millions de véhicules par an
- Préparation des actions qui découleront du *Plan de prévention du bruit dans l'environnement* (PPBE) avec la confirmation des points noirs de bruit et la préparation des démarches pour les opérations de traitement des façades

• Pollutions atmosphériques :

- Elaboration d'un *Plan des pollutions atmosphériques* (PPA)



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Ecologie, développement et aménagement durables

Infrastructures de transports

Les faits marquants 2010 ...

• Infrastructures fluviales, portuaires et aéroportuaires :

- Trafic sur le Rhin et bief de Nieder : 23 308 383 tonnes, soit une hausse de +5% par rapport à 2009 et 42 564 passages de plaisance aux écluses, soit une baisse de -4%
- Renouvellement de la certification ISO 14001 du canal de la Marne au Rhin entre Saint-Louis/Arzviller et Strasbourg, qui permet de reconnaître la démarche environnementale engagée pour l'amélioration de la gestion de l'alimentation en eau des canaux
- Contribution de l'Etat à hauteur de 25% dans l'extension Nord du terminal conteneur du Port autonome de Strasbourg (PAS) mise en service en sept 2010
- Cofinancement par l'ORTAL d'une étude partenariale (pilotée par le PAS) pour la mise en place d'un opérateur ferroviaire de proximité lancée en septembre 2010

• Entretien et exploitation du réseau routier national :

- Mise en service du raccordement A35 / A352
- Achèvement des études environnementales complémentaires du projet de GCO et obtention de l'avis du CNPN sur le dossier
- Conduite de la concertation publique autour du projet d'aménagement multimodal de l'axe A351 / RN4
- Finalisation de la concertation pour la définition du réseau taxable en Alsace



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Economie

Les faits marquants 2010 ...

- Le chiffre d'affaires de l'**industrie** alsacienne a progressé de +7,8 %, profitant du dynamisme des commandes export, les exportations alsaciennes augmentant de +9,1 %
- Le **transport routier** de marchandises a bénéficié du redressement de l'activité de ses principaux donneurs d'ordres, avec une hausse de +7,7 %
- Le secteur du **bâtiment et des travaux publics** est resté en retrait et a accusé un nouveau recul de l'activité de -2,7 %
- Dans l'industrie, les **investissements** se sont contractés de -18,8 %, du fait des plus grosses entreprises, qui avaient terminé en 2009 quelques gros programmes initiés avant la crise. Le secteur du BTP a lui aussi limité ses dépenses, en recul de 11,2 % après une chute de 24 % en 2009. Les investissements ont repris dans le secteur des transports mais uniquement dans la logistique et l'entreposage, puisque les transporteurs ont reporté sur 2011 le renouvellement de leur flotte

Les principaux acteurs ...

- DIRECCTE** – Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Alsace - Unité territoriale du Bas-Rhin
- DRFiP** – Direction régionale des finances publiques d'Alsace et du Bas-Rhin
- DDPP** – Direction départementale de la protection des populations du Bas-Rhin
- BdF** – Banque de France, succursale de Strasbourg

Focus ... Programmes d'action de la mission

- *Développement des entreprises et de l'emploi*
- *Tourisme*



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Economie

Les thématiques principales 2010 en Alsace ...

En Alsace, l'évolution de l'emploi salarié est restée encore modérée en 2010 (+0,8 % pour +0,9 % en France métropolitaine). Dans les **services**, soutenus par l'intérim, l'emploi salarié a cru plus fortement. Les pertes d'emplois se sont poursuivies dans l'**industrie**, mais elles étaient moindres qu'en 2009. Fin 2010, le **taux de chômage** se situait à **8,4 %** de la population active, soit une diminution de 0,5 point en un an.

Les échanges extérieurs de l'Alsace ont repris en 2010. Ce dynamisme était plus accentué pour les importations et la hausse des exportations ne les a compensé qu'en partie.

Signe d'une conjoncture économique moins fragilisée, les défaillances d'entreprises ont été en net repli. Dans le même temps, la dynamique de la **création d'entreprises** restait portée par le succès du régime de l'auto-entreprise

L'amélioration du chiffre d'affaires de l'industrie alsacienne, tirée par les commandes à l'export, a bénéficié à tous les grands secteurs. Si le rebond de l'activité industrielle se trouvait confirmé, les investissements étaient toujours en recul.

L'activité des **entreprises de BTP**, confrontées à l'attentisme de la demande, enregistrait un recul mais moins marqué qu'en 2009. Dans l'**immobilier**, les mises en chantier de logements en 2010 sont loin d'égaliser les sommets d'avant-crise mais l'embellie a été significative (+20 %)

Le regain de l'activité a été perceptible dans les **transports** : le **trafic fluvial** de marchandises a augmenté dans tous les ports alsaciens, dans le **transport aérien**, l'activité a redémarré et la fréquentation du **réseau ferroviaire** régional progressait encore.

Les conditions climatiques de l'année 2010 ont perturbé les productions végétales dans leur ensemble. La viticulture alsacienne était très affectée, le volume total de la récolte chutant de 24 %. La fréquentation de l'hôtellerie régionale a atteint des niveaux records : l'Alsace a accueilli plus de 3,5 millions de personnes dans ses hôtels.



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Economie

Médiation du crédit aux entreprises

Les chiffres de médiation du crédit aux entreprises dans le Bas-Rhin depuis 2008 ...

-Montant des encours de crédit traités en médiation	73 millions d'euros
- Nombre d'entreprises ayant saisi la Médiation départementale	396
- Nombre de dossiers acceptés ou pris en charge en médiation	316 (soit 80%)
- Nombre de dossiers instruits et clôturés en médiation	302 (soit 76%)
- Taux de réussite en médiation (dossiers favorables)	65 %
- Nombre d' entreprises confortées dans leur activité suite à médiation	170
- Nombre d' emplois préservés	3 196

Répartition des entreprises par secteur d'activité :

95% des entreprises en médiation sont des TPE ou PME de moins de 50 salariés

Services	31%	Industrie	15%	Agriculture	1%
Commerce	32%	BTP	21%		

Niveau moyen des encours de crédit traités en médiation

50% sont inférieurs à 50 000 €
26% sont compris entre 50 000 et 150 000 €
16% sont compris entre 150 000 et 500 000 €
8% sont supérieurs à 500 000 €

Economie

Conjoncture régionale au 1er trimestre 2011

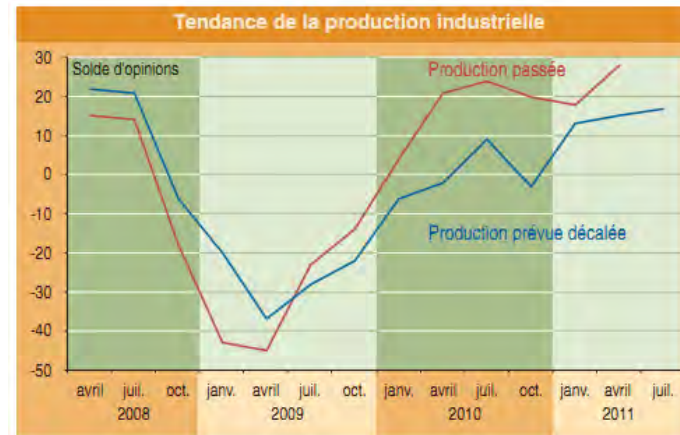
La hausse de l'emploi se poursuit



* nouvelle série d'évolution de l'emploi salarié, indice base 100 au 4^e trimestre 2001 (données provisoires) ; ensemble des secteurs marchands hors agriculture, administration publique, enseignement, santé, action sociale et particuliers employeurs

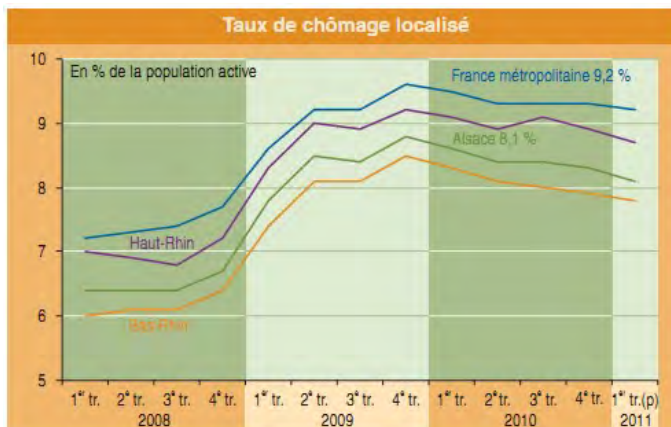
Source : Insee, Estimations d'emploi

Activité rafferemie



Source : Insee, Enquêtes de conjoncture

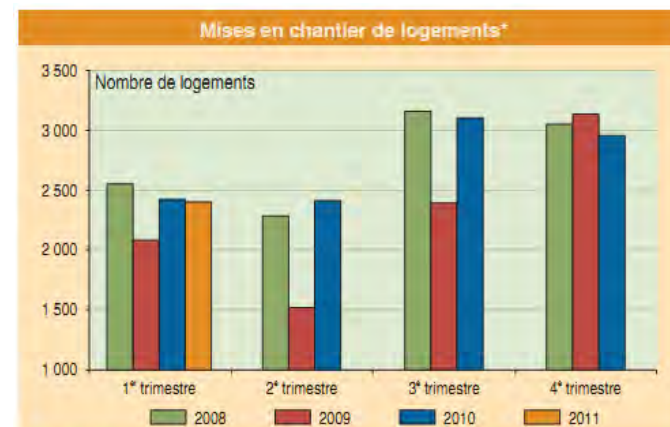
Le taux de chômage continue de baisser



Nouvelle série du taux de chômage au sens du BIT pour la France

Sources : Insee, Enquête Emploi - Estimations localisées

Des perspectives encore bien orientées



* logements ordinaires, ventilés selon la date de prise en compte par l'application Sitadel2.

Source : DREAL



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Economie

Protection économique et sécurité du consommateur

L'action des services en 2010 ...

- Contrôle conjoint avec les sous-préfets des **installations d'aires de jeux** relevant des communes et de la responsabilité des maires
- Contrôle des **sociétés de recouvrement de créances** pour le compte d'autrui (7 sociétés sur 8 contrôlées exerçant des pratiques trompeuses) et dans le secteur des taxis (tarifs, informations)
- Maintien d'une couverture territoriale et sectorielle adaptée en matière de contrôle de la réglementation et la protection du consommateur dans le cadre d'une directive nationale d'orientation

Les thématiques 2011 ...

- Veille active et contrôle dans les secteurs touchés par des pics ponctuels de crise économique ou sanitaire : carburants, radioactivité, produits alimentaires (E-coli), restauration rapide, dioxines)
- Accompagnement et veille sur les volets restauration et animaux dans la préparation de l'événement « Terres à l'envers », finales nationale et européenne de labour 2011 à Oberhausbergen du 16 au 18 septembre

Données humaines de la DDPP du Bas-Rhin (*toutes missions*) ...

ETP 2010	74,1	ETP 2009	74,8
Effectif physique 2010	78	Effectif physique 2009	78



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Enseignement scolaire

Les faits marquants 2010 ...

- **Projets de réussite éducative (PRE) :** l'Education nationale s'est engagée dans les PRE de Strasbourg et Haguenau-Bischoffwiller et elle a participé à la rédaction du protocole de mise en œuvre, tout en siégeant au sein du *Conseil consultatif de réussite éducative* (CCRE) et le Comité de caisse. Au total, plus de 600 élèves ont été concernés dans le Bas-Rhin en 2009-2010
- **Ouvrir l'Ecole aux parents :** ce dispositif a été implanté sur dix sites depuis septembre 2009 dans le Bas-Rhin (5 à Strasbourg, 3 à Bischheim et Schiltigheim, 1 à Barr, 1 à Bischoffwiller), proposant une formation de 120 heures à des parents volontaires d'enfants immigrés et visant une meilleure maîtrise de la langue française, la connaissance de la société française et un soutien à la parentalité (110 personnes sur l'année 2009-2010)
- **Lutte contre la violence scolaire :** parmi les signalements de faits de violence par les chefs d'établissements, 11,4% concernaient les circonscriptions du 1er degré, 69,05% les collèges, 19,54% les lycées. Les faits signalés étaient à 30% des violences physiques entre élèves

Les principaux acteurs ...

IA – Inspection académique, Direction des services départementaux de l'Education nationale du Bas-Rhin

Avec le concours de ...

Rectorat – Rectorat de l'académie de Strasbourg

Focus ... Programmes d'action de la mission

- Enseignement scolaire du premier degré
- Enseignement scolaire du second degré
- Vie de l'élève
- Enseignement du premier et du second



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Enseignement scolaire

L'action des services en 2010 ...

• **Lutte contre l'absentéisme** : une priorité qui mobilise l'ensemble des membres de la communauté éducative car l'absentéisme est un symptôme potentiel du décrochage scolaire et qui, malgré les actions menées, reste persistant dans les établissements. Les objectifs de la politique départementale :

- Sensibiliser les équipes de direction et enseignantes aux causes de l'absentéisme et au rôle de la sanction/punition

- **Piloter et agir en partenariat** avec les partenaires institutionnels (services de l'Etat et délégués du Préfet, Conseil général, CAF...) et les maires tout en renforçant l'échange d'informations utiles

- **Agir avec les familles** en responsabilisant les parents et en leur rappelant leurs obligations, en proposant des actions d'accompagnement à la parentalité dans le cadre des Comités locaux d'action sociale (CLAS), en incitant les principaux des collèges à faire de l'accueil réservé aux familles, notamment lors de l'entrée en 6ème, un axe prioritaire de leur politique d'établissement

Données chiffrées 2010/2011 ...

Premier degré	922 écoles dont 22 écoles privées sous contrat	1 041 163 élèves dont 4 573 dans le privé sous contrat
Second degré	103 collèges dont 13 privés sous contrat	51985 collégiens dont 6 238 dans le privé sous contrat
	55 lycées Dont 14 privés sous contrat	34 796 lycéens dont 4 583 dans le privé sous contrat



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Enseignement scolaire

L'action des services en 2010 ...

• Scolarisation des élèves handicapés :

- **Agir en cohérence avec les acteurs du champ du handicap :** participation aux travaux du Plan Stratégique Régional de Santé, en partageant les données et indicateurs recueillis ou construits, connaissance et prise en compte du “ Schéma départemental en faveur des personnes en situation de handicap ” 2010-2014, et coopération avec les services du Conseil Général pour définir la carte des classes de collège (ULIS) afin d'adapter l'offre éducative aux besoins des élèves et d'assurer les conditions d'une éducation inclusive.

- **Faire évoluer les dispositifs de scolarisation pour les élèves handicapés :**

Création et organisation des unités d'enseignement dans les établissements et services médicaux sociaux et de santé

Favorisation de la scolarisation des élèves handicapés près de leur domicile : en resserrant le maillage territorial des dispositifs collectifs de scolarisation, en direction notamment du milieu rural. Création de 6 classes supplémentaires (ULIS) : 5 en collège, - Sarre-Union, Reichshoffen, Cronembourg, Duttlenheim, Heiligenstein et 1 en Lycée professionnel (Jean-Geiler) à Strasbourg ;

Adaptation de la typologie des classes pour élèves handicapés des 1^{er} et 2nd degrés à l'évolution des besoins mis en évidence par les progrès de la recherche, du dépistage et par les notifications d'orientation (troubles spécifiques des apprentissages – dyslexie, dysphasie, dyspraxie - et troubles des fonctions motrices notamment).

Amélioration de la cohérence, la continuité et la fluidité des parcours de scolarisation et de formation des élèves handicapés : création de deux nouveaux emplois d'enseignants référents handicap. L'ouverture d'une ULIS en lycée professionnel permet d'améliorer l'offre de formation professionnelle destinée aux élèves sortant d'ULIS de collège

Gestion des finances publiques

Les faits marquants 2010 ...

- **Création de la Direction régionale des Finances Publiques d'Alsace et du Bas Rhin (DRFiP)** : le 1^{er} novembre 2010 par la fusion de la direction des services fiscaux et de la trésorerie générale. Le directeur régional des Finances publiques, administrateur général des Finances publiques, a la qualité de comptable public principal et il est assisté de trois directeurs de pôles et de leurs adjoints, en charge de la gestion fiscale, de la gestion publique ainsi que du pilotage et des ressources. Sont rattachées au Directeur Régional les missions d'audit, de maîtrise des risques, la politique immobilière de l'Etat, la communication et le contrôle financier régional
- **Gestion comptable du secteur public local** : 61 conventions de dématérialisation signées avec des collectivités territoriales pour des échanges numériques via l'application HELIOS. Le Conseil général s'est engagé en 2010 dans le *Protocole d'échanges standard*, qui inclut jusqu'aux pièces justificatives associées (factures, délibérations, marchés...)
- **Paiement simplifié des particuliers** : déploiement du projet de *Titres payables par internet* (TIPI) qui permet aux usagers de payer leurs factures des services publics locaux (crèche, cantine..) par carte bancaire via internet

Les principaux acteurs ...

DRFiP – Direction régionale des finances publiques d'Alsace et du département du Bas-Rhin

Focus ... Programmes d'action de la mission

- *Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local*
- *Stratégie des finances publiques et modernisation de l'État*



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Gestion des finances publiques

Les thématiques principales en 2010 ...

- **Particuliers** : le guichet fiscal unifié se met en place grâce à l'ouverture des **Services des impôts des particuliers** (SIP), qui assurent l'assiette, le recouvrement et le contrôle des impôts couramment dus par les particuliers (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, taxe foncière, contributions sociales), et la consolidation de l'accueil fiscal de proximité : SIP d'Erstein et Saverne (décembre 2009), Sélestat (janvier 2010), Haguenau et Molsheim (décembre 2010)
- **Collectivités locales** : l'action de la DRFiP s'inscrit depuis deux ans dans le cadre d'un plan d'actions dénommé " nouvelle offre de services aux collectivités locales " organisé autour de deux objectifs : fournir aux élus locaux un ensemble de prestations enrichies dans le domaine fiscal, comptable et financier et développer de nouveaux outils favorisant les échanges dématérialisés avec les collectivités. L'interlocuteur des collectivités en matière de conseil fiscal est le **Service de fiscalité directe locale** (SFDL)
- **Entreprises** : la DRFiP accompagne la vie des entreprises, de leur création à leur cessation, facilite leurs démarches et leur apporte conseil et expertise. Elle assure :
 - grâce aux **Services des impôts des entreprises** (SIE), l'assiette et le recouvrement des impôts et taxes dus par tous les professionnels (impôt sur les bénéfices, taxes sur le chiffre d'affaires, taxes assises sur les salaires, impôts locaux...).
 - auprès du préfet et des acteurs économiques locaux, un rôle de soutien aux entreprises en intervenant dans les dispositifs d'attribution d'aides aux entreprises en création et en développement.
 - le secrétariat du **Comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises** (CODEFI) qui s'est réuni en décembre 2010 à la demande du Préfet, afin de conjuguer les compétences en présence dans le but de venir en aide au secteur industriel

Gestion des finances publiques

L'action des services en 2010 ...

- **Comptabilité publique** : la DRFiP d'Alsace et du Bas-Rhin a tenu la comptabilité de 785 collectivités territoriales et de leurs groupements, de 19 hôpitaux publics, de 35 établissements sociaux et médico-sociaux. Elle a exercé également cette mission pour l'ensemble des établissements publics locaux du département
- **Entreprises / Plan de relance** : le soutien aux entreprises qui avait débuté en 2009 par des mesures destinées à améliorer leur trésorerie s'est poursuivi en 2010 par la restitution accélérée du crédit d'impôt recherche (186 entreprises dans le Bas-Rhin) et le remboursement des excédents d'acomptes d'impôt sur les sociétés : près de 4 600 entreprises bas-rhinoises ont bénéficié d'un remboursement d'impôt sur les sociétés en 2010 pour un montant total de 104 M€
- **Collectivités locales** : établissement de simulations fiscales pour 217 collectivités et accompagnement dans le cadre du transfert de la part départementale de la taxe d'habitation ; 500 analyses financières réalisées depuis 2006, couvrant chaque année les communes ou EPCI en réseau d'alerte, les communes de plus de 10 000 habitants, le département et la région ; signature avec le Conseil régional, le Conseil général du Bas-Rhin, la Communauté urbaine, la Ville et les Hôpitaux universitaires de Strasbourg de **Conventions de services comptables et financiers** (CSCF)
- **Immobilier de l'Etat** : le **Responsable de la politique immobilière de l'Etat** (RPIE) assiste le préfet dans la responsabilité du propriétaire pour tous les immeubles propriété de l'Etat. Les objectifs déclinés au niveau départemental :
 - le recensement, l'évaluation et la définition d'un **Schéma pluriannuel de stratégie immobilière** (SPSI),

Gestion des finances publiques

L'action des services en 2010 ...

• Immobilier de l'État (suite) :

- l'application de **normes de gestion immobilière** pour réduire les surfaces occupées et le coût de l'immobilier : généralisation des loyers budgétaires et de conventions d'utilisation des biens
- la **cession des biens** devenus inutiles et le financement de nouvelles opérations : réduction des surfaces immobilières de 2 500 m² en 2010 suite à la cession de 17 biens immobiliers
- la mise en œuvre d'un **politique d'entretien** des bâtiments de l'État respectant les engagements du Grenelle de l'environnement, pilotée par une **Cellule régionale de suivi de l'immobilier de l'État**

Les thématiques 2011 ...

- Création de la plateforme financière CHORUS des services de l'Etat locaux des ministères financiers, sociaux, de la culture et du travail, achevant la généralisation de l'application informatique des dépenses de l'Etat à toutes les administrations
- Révision des valeurs locatives : expérimentation dans le Bas-Rhin pour les valeurs des locaux commerciaux et professionnels qui doit permettre d'évaluer les évolutions des bases des impôts directs locaux, de simuler les conséquences de la révision et d'élaborer la grille tarifaire qui constituera la principale nouveauté de cette révision inscrite dans la loi de finances rectificative pour 2010.
- Particuliers : les 3 **Services des impôts des particuliers** (SIP) de Strasbourg, qui regroupent les anciens Centres des Impôts de Strasbourg Est, Ouest et Neudorf, ainsi que la Trésorerie Kléber, ont ouvert en juillet 2011. Ils sont installés au 35 avenue des Vosges et offrent à l'utilisateur un accueil au guichet qui est polyvalent sur les sujets d'assiette et de recouvrement.

Gestion des finances publiques

Indicateurs de performance de la DRFiP Alsace et du Bas-Rhin en 2010 ...

	Objectifs 2010	Résultats 2010	Rappel 2009
FAVORISER L'ACCOMPLISSEMENT VOLONTAIRE DES OBLIGATIONS FISCALES			
Part d'usagers particuliers respectant leurs obligations en matière d'IR	98,10%	98,70%	98,50%
Taux de paiement des impôts des particuliers	98,62%	99,16%	98,97%
Taux de recouvrement des impôts des professionnels	98,00%	98,40%	97,96%
FACILITER L'IMPOT			
Nombre de nouveaux paiements dématérialisés des impôts des particuliers	50 000	73 511	69 700
PERMETTRE AUX USAGERS DE BENEFICIER DE LEURS DROITS LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE			
Part des demandes de remboursements de crédits de TVA ayant reçu une suite favorable ou partiellement favorable dans un délai <ou=à 30 jours	90,00%	98,44%	97,95%
Taux de réclamations contentieuses en matière d'IR et TH traitées dans le délai d'1 mois	96,60%	97,87%	97,39%
AMELIORER LA QUALITE COMPTABLE			
Nombre de jours anomalies constatés dans la comptabilité de l'Etat	96	41	54
REDUIRE LES DELAIS DE PAIEMENT DES DEPENSES PUBLIQUES			
Délai global de paiement des dépenses de l'Etat (en nombre de jours)	24	9,00	14,10
Délai de paiement moyen par les comptes des dépenses du secteur local (collectivités sous application HELIOS) (en jours)	6,00	5,80	5,53
RENFORCER LA QUALITE DE SERVICE PARTENARIAT RENDU AU SECTEUR PUBLIC LOCAL			
Taux de couverture de la dématérialisation	51,10%	55,32%	53,20%
Conventions partenariales avec les plus grandes collectivités et établissements publics locaux	90,90%	90,90%	47,62%
ACCROÎTRE LA TRANSPARENCE ET LA RAPIDITE DES PRESTATIONS FONCIERES			
Nombre de conventions d'utilisation proposées à la signature	42	88	SO
Taux de respect du délai d'un mois dans la réalisation des évaluations (en pourcentage)	93,5	97,35	94,27



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Immigration, asile et intégration

Les faits marquants 2010 ...

• Immigration et asile :

- Transfert du suivi administratif et financier des **Centres d'accueil des demandeurs d'asile** (CADA) à la préfecture dans le cadre des mesures de la RGPP

• Intégration et accès à la nationalité française :

- Elaboration du **Programme régional pour l'intégration des populations immigrées** (PRIPI), qui comporte trois volets prioritaires : assurer un accueil de qualité et un égal accès aux droits, garantir l'éducation, assurer la jonction entre accueil, formation et emploi

- Déconcentration au préfet des décisions en matière de **naturalisation par décret** depuis le 1er juillet 2010 et prise en charge en préfecture des procédures d'acquisition de la **nationalité par mariage** depuis le 1er janvier 2010

Les principaux acteurs ...

DDCS – Direction départementale de la cohésion sociale du Bas-Rhin

Préfecture – Direction de l'immigration

Avec le concours de ...

OFII – Direction territoriale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration

OFPRA – Office français de protection des réfugiés et apatrides

Focus ... Programmes d'action de la mission

• *Immigration et asile*

• *Intégration et accès à la nationalité*

Immigration, asile et intégration

Les thématiques principales en 2010 ...

- **Titres de séjours :** déploiement d'une démarche d'amélioration des processus internes au service chargé de leur instruction et de leur délivrance à la préfecture (méthode LEAN)
- **Demandeurs d'asile :** le Bas-Rhin est parmi les trois premiers départements métropolitains en volume d'accueil de demandeurs d'asile (hors région parisienne)

L'action des services en 2010 ...

- **Titres de séjour :** 18 600 titres délivrés, dont 5 200 premiers titres et 13 400 renouvellements, 81 000 personnes accueillies et 4 500 titres « étudiants » délivrés
- **Demandes d'asile :** 1 018 demandeurs adultes accueillis en préfecture
- **Naturalisations (décret) :** 28 cérémonies de remise de décrets pour 1911 personnes
- **Eloignements :** près de 1 200 mesures prononcées, dont 437 reconduites à la frontière et 619 obligations de quitter le territoire. 569 personnes en situation irrégulière éloignées du Bas-Rhin

Les thématiques 2011 ...

- **Loi n° 2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité**
- **Rétention administrative :** transfert de la gestion du centre de Geispolsheim (CRA) de la gendarmerie vers la police aux frontières (près de 50 fonctionnaires de police) et travaux (4 mois)
- **Hébergement d'urgence des demandeurs d'asile :** une circulaire du 24 mai 2011 précise les principes d'une régionalisation du pilotage de l'hébergement d'urgence de ces publics et d'une fusion avec le **Service Intégré de l'Accueil et de l'Orientation (SIAO)**. Elle rend nécessaire la contractualisation avec les opérateurs de l'hébergement d'urgence et entend limiter le recours aux hôtels en privilégiant les structures collectives ou centres mixtes

Plan de relance de l'économie

Les faits marquants 2010 ...

• **Plan de relance de l'économie en Alsace** : de nombreux projets alsaciens ont pu voir le jour dans tous les domaines de l'action publique (transport, culture, enseignement supérieur et recherche, justice...). Une grande partie d'entre eux sont d'ores et déjà achevés.

Le Plan de Relance en Alsace a permis d'accélérer des projets d'envergure inscrits au Contrat de Projets Etat-Région 2007-2013 et en particulier des travaux d'infrastructures tel que la LGV Est-européenne.

Les **chiffres clés** en Alsace:

- ▶ 102 M€ pour 94 projets en Alsace
 - ▶ 46 des 65 opérations pilotées au niveau régional sont achevées dont **31 dans le Bas-Rhin**
 - ▶ 2 646 emplois directs créés, sauvés ou maintenus dont **1 459 dans le Bas-Rhin**
 - ▶ 32 549 véhicules bénéficiaires de la prime à la casse dont **19 683 dans le Bas-Rhin**
 - ▶ 106 617 ménages bénéficiaires de la prime de solidarité active dont **63 652 dans le Bas-Rhin**
- **Réalisations dans le Bas-Rhin en 2010** : **19 opérations achevées dans le Bas-Rhin**, dont la mise en place des infrastructures électriques et la rénovation des locaux de la Faculté de pharmacie d'Illkirch-Graffenstaden, la création de la nouvelle voie d'évitement autour d'Erstein, la restructuration de l'Institut Le Bel Chimie de Strasbourg, la restauration du massif occidental de l'Eglise Saint Paul, la création d'un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) à Scherwiller

Focus ... Programmes d'action de la mission

- *Programme exceptionnel d'investissement public*
- *Soutien exceptionnel à l'activité économique et à l'emploi*

Plan de relance de l'économie

Les thématiques principales 2010 ...

- **Immobilier de l'Etat** : une enveloppe de 4,2 M€ avait été dévolue à l'Alsace pour des *opérations immobilières* et 21 opérations sont achevées dont **12 dans le Bas-Rhin**
- **Soutien au logement** : 269 dossiers Pass Foncier ont été réalisés, dont **102 dans le Bas-Rhin** et 1 358 logements ont été financés dont 986 dans le Bas-Rhin (VEFA, PLUS, PLAI, PLS privés)
- **Soutien à l'emploi** : le plan de relance a financé les *conventions de reclassement personnalisé* (CRP) de 4 594 alsaciens dont **2 970 dans le Bas-Rhin**, et a contribué à la prise en charge de dépenses d'accompagnement des salariés en situation de *chômage partiel* afin de limiter l'impact de la baisse de l'activité sur le niveau de l'emploi. En Alsace, 14,2 M€ ont été mobilisés.
Le Plan de Relance a également financé, en 2010, pour un montant de 144 874 €, de nouvelles places dans les écoles de la 2^{ème} chance. 20 places ont ainsi été ouvertes sur Strasbourg.
- **Soutien à l'investissement des collectivités** : le dispositif d'anticipation du FCTVA a été prorogé en 2010 pour les collectivités et EPCI n'ayant pas conventionné en 2009. En 2009 et 2010, 527 communes ont choisi de conventionner avec l'Etat soit 58,3 % des communes alsaciennes dont **407 dans le Bas-Rhin**. Le Conseil Régional et les deux Conseils généraux ont également conventionné, ainsi que 67 EPCI. Les 542 collectivités et EPCI ayant respecté leur convention ont augmenté leurs dépenses d'équipement de 28,1 % par rapport aux moyennes 2004-2007. Les 479 collectivités et EPCI ayant respecté leur convention en 2009 ont porté leurs dépenses d'équipement à 983 M€ et **les 63 collectivités et EPCI ayant respecté leur convention en 2010 ont dépensé 44,4 M€**. La mesure FCTVA a donc fortement contribué à soutenir l'investissement des collectivités et EPCI alsaciens.

Politique des territoires

1. Programme d'investissements d'avenir (PIA)

Les faits marquants 2010 ...

• **Les projets sélectionnés en Alsace :** 28 projets sont lauréats et concernent, plus particulièrement, les actions “Enseignement supérieur et recherche”, “Travail et emploi, formation professionnelle”, “Ecologie, développement et aménagement durables” et “Economie” : 5 Equipex, 1 Cohortes, 6 Infrastructures nationales de recherche en biologie et santé, 8 Labex, 1 IHU, 1 SATT, 1 IRT, 1 en Nanobiotechnologies, 1 en Bio-informatique, 1 dans la Formation en alternance, 1 en Economie Sociale et Solidaire et 1 IDEX. Les projets “phares” sélectionnés :

- L'Institut Hospitalo-Universitaire (IHU) “ MIX-Surg ” de Strasbourg
- Le projet d'Initiative d'excellence (IDEX) “UNISTRA” de l'Université de Strasbourg
- Le projet d'usine-école EASE porté par le pôle de compétitivité Alsace Biovalley

La haute qualité des dossiers alsaciens déposés a été soulignée. L'Alsace a ainsi su s'adapter aux exigences d'excellence et d'innovation du Programme Investissements d'Avenir

• **Les futures échéances :** la candidature du projet Ecocité “Strasbourg-Kehl, métropole des Deux-Rives”, porté par la Communauté Urbaine de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et la Ville de Kehl en Allemagne, a été déposée le 15 mars 2011 dans le cadre de l'appel à projets “ Ville de Demain ” (1 Mds€). L'audition devant le comité de pilotage national s'est tenue le 7 juin 2011. Les résultats sont attendus prochainement.

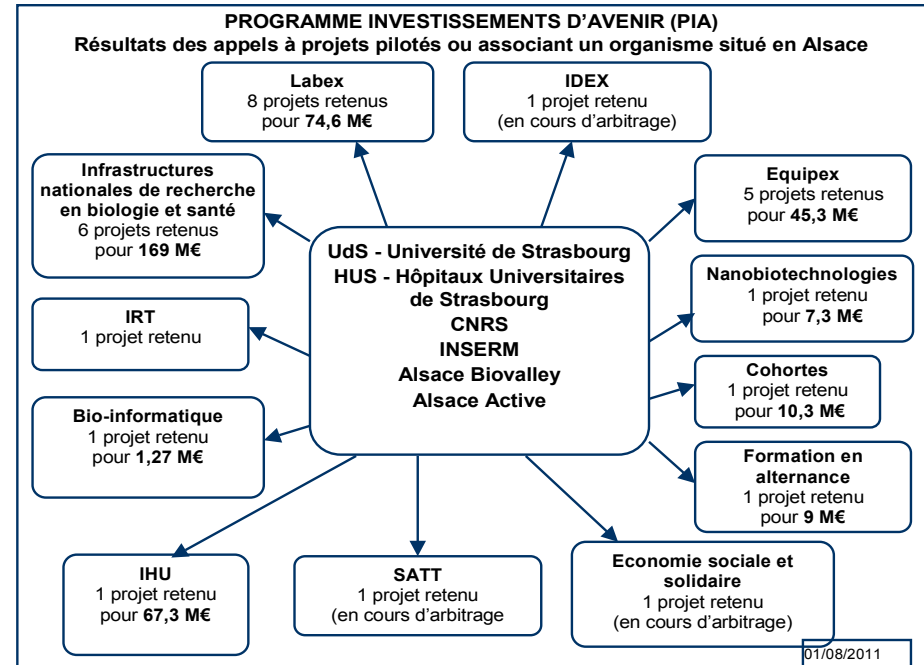
Suite aux nouveaux appels à projets parus cet été 2011, de nombreux projets alsaciens, en cours de maturation ou non retenus dans le cadre de premiers appels à projets, pourraient se porter candidats. Le Comité de coordination régional du PIA présidé par le Préfet de Région se tiendra le 30 septembre 2011. Il doit notamment permettre de connaître les cofinancements qui viendront compléter les investissements de l'Etat.

Politique des territoires

1. Programme d'investissements d'avenir (PIA)

Pôles d'excellence	
Initiatives d'excellence	Université de Strasbourg : par delà les frontières, l'université de Strasbourg
Équipements d'excellence	EQUIP@MESO : Equipement d'excellence de calcul intensif de Mesocentres coordonnés - Tremplin vers le calcul petaflopique et l'exascale (Paris, Grenoble, Lyon, Marseille-Aix-en-Provence, Reims, Rouen, Strasbourg, Toulouse)
	FIT : Internet du Futur (des Objets) (Paris, Lyon, Rennes, Strasbourg)
	ROBOTEX : Réseau national de plateformes robotiques d'excellence (Paris, Besançon, Cergy, Clermont-Ferrand, Compiègne, Grenoble, Marseille-Aix-en-Provence, Montpellier, Nantes, Nice, Poitiers, Rennes, Strasbourg, Toulouse)
	S3 : Super Séparateur Spectromètre (Caen, Saclay, Strasbourg)
	UNION : Optique Ultrarapide, Nanophotonique et Plasmonique (Strasbourg)**
Laboratoires d'excellence	CSC : Centre de Chimie de Systèmes Complexes (Strasbourg)**
	GREAM : Groupe de recherches expérimentales sur l'acte musical (Strasbourg)**
Instituts hospitalo-universitaires	HEPSYS : Génomique fonctionnelle appliquée aux hépatites virales et aux maladies hépatiques associées (Strasbourg)**
	INRT : Biologie Intégrative : Dynamique nucléaire - Médecine régénérative et translationnelle (Strasbourg)**
	iPOPs : Individus, populations, sociétés (Paris, Bordeaux, Strasbourg)
	MEDALIS : Centre de Recherche du Médicament (Strasbourg)**
	NetRNA : Réseaux d'ARN régulateurs en réponse aux stress biotiques et abiotiques: aspects évolutifs et dynamiques (Strasbourg)**
	VRI : Initiative pour la création d'un Institut de Recherche Vaccinale (Créteil, Bordeaux, Bures-sur-Yvette, Le Kremlin-Bicêtre, Paris, Strasbourg)
	MIX-Surg : Institut de Chirurgie Mini Invasive Guidée par l'Image (Strasbourg)**

Valorisation de la recherche	
Sociétés d'accélération de transfert de technologie	SATT CONECTUS ALSACE (Strasbourg)**



Santé et biotechnologies	
Bioinformatique	BACNET : Vers une nouvelle définition des réseaux de régulation bactériens, de leur composition et de leur dynamique (Paris, Strasbourg)
Infrastructures nationales en biologie-santé	Biobanques : Infrastructure nationale de Biobanques (Amiens, Angers, Besançon, Bobigny, Bondy, Bordeaux, Brest, Caen, Clermont-Ferrand, Clichy, Créteil, Dijon, Évry, Grenoble, Lille, Limoges, Lyon, Maisons-Alfort, Marseille-Aix-en-Provence, Montpellier, Nancy, Nantes, Nice, Nîmes, Paris, Perpignan, Reims, Rennes, Saint-Étienne, Strasbourg, Thiverval-Grignon, Toulouse, Tours, Villejuif)
	F-CRIN : Plateforme Nationale d'Infrastructures de Recherche Clinique (Besançon, Bordeaux, Brest, Cayenne, Clermont-Ferrand, Créteil, Dijon, Garches, Grenoble, Lille, Limoges, Lyon, Marseille-Aix-en-Provence, Montpellier, Nancy, Nantes, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Saint-Étienne, Saint-Pierre, Strasbourg, Toulouse, Tours, Villejuif)
	France-Génomique (Évry, Marseille-Aix-en-Provence, Nice, Paris, Strasbourg, Toulouse)
	FRISBI : Infrastructure Française pour la Biologie Structurale Intégrée (Grenoble, Marseille-Aix-en-Provence, Montpellier, Saclay, Strasbourg)
	PHENOMIN : Infrastructure Nationale en phénogénomique (Strasbourg, Marseille-Aix-en-Provence, Orléans, Villejuif)
	ProFI : Infrastructure Française de Protéomique (Grenoble, Strasbourg, Toulouse)
Nanobiotechnologies	DIGIDIAG : Diagnostic Digital (Strasbourg)**



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Politique des territoires

2. Contrat de projet Etat-Région 2007/2013 (CPER)

Les faits marquants 2010 ...

- **Le Contrat de Projets Etat-Région 2007-2013**, d'un montant de 1,035 Mds €, a été signé le 15 février 2007 entre l'Etat (341 M€), le Conseil Régional, les deux Conseils généraux, la Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS), la Communauté d'Agglomération de Mulhouse-Sud Alsace (CAMSA) et les villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar. Sa **révision à mi-parcours** a concerné l'ensemble des grands projets à l'exception des volets agriculture et recherche dans le respect du cadre budgétaire initial, à enveloppe régionale constante. L'avenant, en cours de signature, a été **validé par le Premier Ministre, lors de la réunion interministérielle du 10 février 2011** et toutes les collectivités ont maintenant délibéré
- **A fin 2010**, après quatre années d'exécution, 453,9 M€ (soit 52,2 % de l'engagement des partenaires) ont été engagés et 264,9 M€ (30,4%) mandatés. Ce bilan a été jugé satisfaisant par l'Etat et les Collectivités dont les taux d'engagement sont quasi similaires (réunion DGS/SGARE du 24 novembre 2010). Le plan de relance mis en œuvre en 2009 a eu un impact important pour la réalisation de nombreuses opérations du CPER.
- **Les projets situés dans le Bas-Rhin et financés par l'actuel CPER :**
 - modernisation de la Bibliothèque Nationale Universitaire de Strasbourg dont les travaux ont débuté en octobre 2010
 - aménagement du Musée Lalique, inauguré le 1^{er} juillet 2011
 - adaptation de l'infrastructure ferroviaire structurante en vue de l'arrivée du TGV Est par l'achèvement de la 3^{ème} voie d'Erstein (fin 2009) et la réalisation d'aménagements de capacité
 - projets d'extension vers l'ouest de la ligne "A" du tramway de Strasbourg et du Transport en site propre à l'Ouest de Strasbourg (TSPO) qui seront soumis à enquête publique mi 2011
 - extension du terminal conteneur Nord du Port autonome de Strasbourg, inauguré en 2010



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Politique des territoires

3. Contrat triennal

"Strasbourg, capitale européenne"

Les faits marquants 2010 ...

- **Dans le contrat 2009/2011**, d'un montant total de 244,48 M€, l'Etat s'est engagé à hauteur de 117,54 M€ soit une participation de 48,1%. Quelques projets importants financés par l'actuel Contrat triennal :
 - 2^{ème} phase de la LGV-Est (35 M€) dont les travaux sont en cours
 - lignes sous obligations de service public (21,4 M€) de l'aéroport de Strasbourg
 - construction de l'Ecole européenne (10 M€), projet novateur dans la mesure où c'est la seule école qui offre aux personnels des institutions communautaires et au public à caractère international un enseignement de ce type en France
 - extension de l'école nationale supérieure d'architecture (13,6 M€)
- **A fin 2010**, 147,6 M€ ont été engagés par l'Etat et les Collectivités en cumulé, soit un taux d'exécution de plus de 60 %. 121,3 M€ ont été payés soit la moitié des crédits de paiement prévus. Ces taux d'exécution du Contrat Triennal sont satisfaisants car la plupart des opérations ont été engagées et se sont déroulées comme prévues en 2010. D'après les prévisions transmises par les services de l'Etat et des collectivités début février 2011, le Contrat Triennal aura un taux de réalisation à fin 2011 de 82 %, correspondant à un engagement de 199 M€. Les paiements s'élèveront à 164,2 M€ soit 67,7 % des montants contractualisés.
- **Le mandat pour négocier avec les collectivités le prochain Contrat Triennal** a été transmis par le DATAR le 27 mai 2011. Le principe a été arrêté d'un renouvellement de ce contrat pour une nouvelle période de trois ans, dans la limite financière de l'actuel Triennal. Le contrat devra également être recentré sur des projets directement liés au rôle de Strasbourg comme pôle institutionnel européen.



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Relations avec les collectivités territoriales

Les faits marquants 2011 ...

• Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) :

Présenté à la Commission Départementale de Coopération Intercommunale (CDCI) le 5 mai 2011, le SDCI a été transmis le 11 mai aux communes et EPCI concernés par les mesures de regroupement qu'il propose, avec demande de prise position par délibération dans les 3 mois, à peine d'avis tacite.

Conformément à l'article L 5210-1-1 du CGCT, l'ensemble des délibérations expresses prises par les communes a été adressé aux membres de la CDCI, par envoi recommandé dont la réception le 31 août - et pour quelques-uns le 1er septembre - fait courir le délai de 4 mois dont dispose la commission pour se prononcer sur chaque proposition et pour éventuellement amender le projet du Préfet, à la majorité des 2/3 de ses membres (soit 33 membres sur 49 pour le Bas-Rhin)

Le schéma départemental doit être arrêté par le Préfet pour le 31 décembre 2011.

Les prochaines étapes en 2011...

La prochaine réunion de la CDCI est fixée au 28 septembre 2011 afin de définir la méthode de travail jusqu'au stade d'approbation finale du schéma

Les chiffres du contrôle de légalité des collectivités locales en 2010 ...

Nombre total d' actes non budgétaires contrôlés	34 880
Nombre de lettres d'observations	476
Nombre d' actes retirés	351
Nombre d' actes télétransmis par l'application ACTE	3 514
Nombre de nouvelles conventions de télétransmission signées	152

Relations avec les collectivités territoriales

Les faits marquants 2010 ...

• Réforme de la taxe professionnelle :

La loi de finances pour 2010 a supprimé la taxe professionnelle au 1^{er} janvier 2010, et instauré en contrepartie de nouvelles ressources fiscales pour les collectivités territoriales.

En 2010, année de transition, les collectivités ont reçu une **compensation relais** :

- pour les **communes et EPCI** du Bas-Rhin, le montant total des compensations relais versé (345 505 496 €) a dépassé de **16 137 174 €** le produit de TP 2009 (329 368 322 €) ;
- pour le **Département** il a été versé 193 133 635 € de compensation relais, soit **1 228 980 €** de plus que son produit de TP 2009 (191 904 655 €) ;
- pour la **Région Alsace**, la compensation relais a été calée sur le produit de TP 2009 (108 634 950 € avec un taux de TP de 2,50%)

Les thématiques 2011 ...

• Réforme de la taxe professionnelle :

A compter de 2011, chaque niveau territorial bénéficiera de nouvelles ressources fiscales :

- **Communes et EPCI** : taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti (TF) et le foncier non bâti, cotisation foncière des entreprises (CFE), CVAE (26,5% du produit), IFER, taxe sur les surfaces commerciales (TasCom) ;
- **Départements** : taxe foncière, CVAE (48,5% du produit), IFER, solde de taxe sur les conventions d'assurance (TSCA) et de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ;
- **Régions** : CVAE (25% du produit), IFER.



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Relations avec les collectivités territoriales

Compensations versées en Alsace et dans le Bas-Rhin en 2010 ...

	Bas-Rhin 2010	Alsace 2010	Alsace 2009
Taxe sur les conventions d'assurance / part départementale	46 706 957,00	78 634 237,00	73 179 989,00
TIPP / part régionale	100 702 429,00	100 702 429,00	98 176 107,00
TIPP / part départementale	75 189 888,00	80 845 632,00	105 333 846,00
Compensation des pertes de base de TP	666 840,00	1 818 945,00	3 467 161,00
Fonds de compensation pour la TVA / communes	48 073 111,00	89 724 563,00	135 109 450,00
Fonds de compensation pour la TVA / départements	12 999 765,00	27 001 561,00	51 610 656,00
Fonds de compensation pour la TVA / région	17 440 024,00	17 440 024,00	22 176 113,00
Fonds de compensation pour la TVA / communautés de communes	8 541 916,00	13 218 506,00	17 579 787,00
Fonds de compensation pour la TVA / communautés d'agglomérations	0,00	3 783 051,00	2 909 846,00
Fonds de compensation pour la TVA / CU	15 392 389,00	15 392 389,00	15 788 488,00
Fonds de compensation pour la TVA / syndicats de communes	3 880 481,00	8 101 451,00	10 073 420,00
Fonds de compensation pour la TVA / autres bénéficiaires	1 318 503,00	2 993 303,00	3 860 243,00
Dotations de compensation de la TP	7 044 597,00	13 789 717,00	15 453 085,00
Compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	21 339 765,00	35 476 335,00	32 494 995,00
Fonds de compensation de la fiscalité transférée	2 282 145,00	3 736 044,00	3 807 106,00
Compensation de la suppression de la part salaire de la TP aux fonds départementaux de la TP	600 377,00	2 127 398,00	4 017 909,00
Compensation d'exo. relative à la réduc. de la fraction des rec. prises en compte ds les bases de TP des tit. de BNC	4 561 941,00	6 342 235,00	7 312 984,00
Compensation d'exonération de la TF relative au non-bâti agricole - parts département et région	0,00	923 528,00	939 691,00
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle: secteur communal	538 639 131,00	798 821 546,00	0,00
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle: région	108 634 950,00	283 080 646,00	0,00
SOUS-TOTAL - COMPENSATIONS	1 014 015 209,00	1 583 953 540,00	603 290 876,00



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Relations avec les collectivités territoriales

Dotations et péréquations en Alsace et dans le Bas-Rhin en 2010 ...

	Bas-Rhin 2010	Alsace 2010	Alsace 2009
Dotation globale de fonctionnement / répartition initiale de l'année	701 149 513,00	1 057 519 148,00	1 048 368 626,00
Dotation globale de fonctionnement / opérations de régularisation	169 338,00	169 338,00	113 881,00
Produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation	6 297 645,00	9 459 808,00	11 931 968,00
Produit des amendes radars automatiques	286 455,00	489 939,00	489 209,00
Dotation spéciale instituteurs	103 896,00	204 984,00	236 215,00
Fonds de modernisation et de développement de l'apprentissage (FNDMA) / dotation de péréquation	7 581 842,00	7 581 842,00	7 454 124,00
FNDMA / dotation au titre des contrats d'objectifs et de moyens	10 038 121,00	10 038 121,00	10 035 280,00
FNDMA / contribution au développement de l'apprentissage	20 373 532,00	20 373 532,00	20 237 401,00
Dotation élu local	834 900,00	1 405 415,00	1 392 048,00
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDPI) / 1ère part - complément du droit à compensation du RMI	3 861 789,00	8 701 204,00	8 492 162,00
FMDPI / 2ème part - péréquation	2 193 048,00	4 779 267,00	4 832 591,00
FMDPI / 3ème part - insertion	1 689 551,00	3 145 416,00	3 328 719,00
Dotation départementale d'équipement des collèges	5 655 512,00	9 602 785,00	9 602 805,00
Dotation régionale d'équipement scolaire	23 512 225,00	23 512 225,00	23 512 225,00
Fonds de péréquation départ. des taxes addit. à des droits d'enregistrement à répartir entre div. Communes	7 424 448,00	13 241 008,00	18 025 189,00
Fonds commun de la redevance communale des mines: part du fonds soumise à péréquation nationale	14 288,00	30 088,00	38 461,00
Fonds commun de la redevance communale des mines: part du fonds non soumise à péréquation nationale	17 176,00	17 176,00	31 025,00



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Relations avec les collectivités territoriales

Dotations et péréquations en Alsace et dans le Bas-Rhin en 2010 ...

	Bas-Rhin 2010	Alsace 2010	Alsace 2009
Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle	18 974 110,00	70 465 870,00	60 030 323,00
Dotation de développement rural	18 974 110,00	45 209,00	306 066,00
Fonds départemental d'adaptation du commerce rural	0,00	13 688,00	12 353,00
Fonds d'aménagement urbain (FAU)	157 512,00	157 512,00	138 326,00
Dotation générale de décentralisation	34 442 813,00	39 060 425,00	36 112 196,00
Dotation globale d'équipement	9 475 719,00	14 575 012,00	16 288 545,00
Dotation de développement rural	2 670 268,00	4 127 006,00	3 442 508,00
Aides exceptionnelles aux collectivités territoriales	1 720 393,00	2 862 423,00	2 823 856,00
SOUS-TOTAL - DOTATIONS ET PEREQUATIONS	858 646 471,00	1 301 578 441,00	1 287 276 102,00

Total des compensations, dotations, péréquations en Alsace et dans le Bas-Rhin en 2010 ...

	Bas-Rhin 2010	Alsace 2010	Alsace 2009
Dégrèvements législatifs sur la taxe d'habitation	33 339 105,00	50 353 534,00	47 491 186,00
SOUS-TOTAL - COMPENSATIONS	1 014 015 209,00	1 583 953 540,00	603 290 876,00
SOUS-TOTAL – DOTATIONS ET PEREQUATIONS	858 646 471,00	1 301 578 441,00	1 287 276 102,00
TOTAL	1 906 000 785,00	2 935 885 515,00	1 938 058 164,00



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Santé

Les faits marquants 2010 ...

- **Création de l'Agence régionale de santé d'Alsace (ARS)** le 1er avril 2010, établissement public qui participe de la sphère de l'Etat et qui assiste le préfet de département pour l'exercice de ses compétences sanitaires. Ses missions essentielles : redonner à la prévention sa place première dans les politiques de santé, organiser la continuité des parcours de soins, améliorer l'efficience et la qualité du système de santé
- **Elaboration d'un protocole** organisant la mise en oeuvre par les services de l'ARS des missions relevant de la compétence du préfet de département, signé le 6 octobre 2010
- **Gestion de crise :** Mise en oeuvre des mesures sanitaires de gestion liées au déclenchement du niveau « mise en garde et alerte » (MIGA) du plan canicule les 9, 10 et 11 juillet 2010
- **Partenariat avec les collectivités :** signature avec le Conseil général du Pacte territorial insertion (PTI) officialisant l'adhésion du département à la plateforme santé-précarité et incluant les bénéficiaires du rSa dans les réflexions conduites et aux mise en réseaux de partenaires des sphères sanitaires, médico-sociales et sociales

Les principaux acteurs ...

ARS – Agence régionale de santé d'Alsace

Focus ... Programmes d'action de la mission

- *Prévention et sécurité sanitaire*
- *Offre de soins et qualité du système de soins*



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Santé

Les thématiques principales 2010 ...

- **Compétences sanitaires du préfet de département** : veille et sécurité sanitaires, protection contre les risques sanitaires liés à l'environnement, permanence des soins, hospitalisation sans consentement, inspections et contrôles, prévention et gestion de crise, qualité de l'eau, habitat insalubre

L'action des services en 2010 ...

- **Habitat insalubre** : Montée en charge des procédures de reconnaissance, notamment grâce aux formations assurées auprès des agents communaux
- **Qualité de l'eau** : poursuite des objectifs de protection des périmètres de captage d'eau, puisque 17,3 % des captages ne sont pas encore protégés dans le Bas-Rhin (soit 115 sur 665), pour renforcer encore les résultats du bilan triennal de l'eau en Alsace, avec 94,8% d'alsaciens ayant bénéficié d'une eau d'excellente qualité bactériologique entre 2007 et 2009
- **Prévention des risques sanitaires** : le volet des risques sanitaires liés à l'environnement fait l'objet d'un atelier du Plan régional santé-environnement (PRST2) piloté par l'ARS
- **Permanence des soins** : gestion de l'organisation par substitution des permanences de garde des pharmacies durant un mouvement de grève de trois mois en 2010

Les thématiques 2011 ...

- **Négociation et conclusion du Contrat local de santé (CLS)** avec la Ville et la Communauté urbaine de Strasbourg. Ces contrats visent à améliorer par un partenariat renforcé l'efficacité des actions menées dans l'ensemble des champs de compétence de l'Agence régionale de santé d'Alsace à l'appui de la connaissance, des initiatives et des compétences de collectivités locales



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Sécurité

Les faits marquants 2010 ...

- Mise en place du **tableau de bord de la sécurité**, outil d'aide à la décision et d'évaluation des résultats, doté d'indicateurs permanents et ciblés de la délinquance et de l'activité des services pour poursuivre la dynamique de réduction de la délinquance dans le Bas-Rhin
- Interpellation le 10 novembre 2010 grâce à une opération commune de la Section de Recherches de la Gendarmerie, de la brigade de recherche de Wissembourg et du GIR, de trois individus se prêtant à un important **trafic de drogue** par des importations de type "go fast". Saisie de 32 kg de résine de cannabis et de 5 véhicules
- Le **Rallye WRC** du 1^{er} au 3 octobre dernier a nécessité un important dispositif de sécurisation, pensé et mis en œuvre plusieurs mois en amont. Le rallye d'Alsace a mobilisé plus de 2000 policiers et gendarmes pour une excellente maîtrise d'un évènement de très forte affluence.

Les principaux acteurs ...

Sous-préfets – Sous préfets d'arrondissements et Directeur de cabinet du préfet

DDSP – Direction départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin

GGD – Groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin

DDPAF – Direction départementale de la police aux frontières du Bas-Rhin

DIPJ – Direction interrégionale de police judiciaire de Strasbourg

Focus ... Programmes d'action de la mission

- *Police nationale*
- *Gendarmerie*



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Sécurité

Les thématiques principales 2010 ...

- **Les atteintes aux biens** sont demeurées l'infraction principale constatée en 2010. Cependant, elles ont diminué de -6,31% par rapport à l'année 2009. Ainsi, les vols par effraction ont diminué de -20,30% avec une baisse constatée tant pour les résidences principales et secondaires (-25,53%) que pour les locaux industriels, commerciaux ou financiers (-22,19%)
- **Les vols à main armée et les destructions et dégradations de biens** ont également poursuivi leur baisse avec des diminutions respectives de **-42,86%** et de **-12,50%**
- **Les escroqueries et infractions économiques et financières** ont également connu une réduction significative avec -9,77% de délits constatés en 2010
- **Les atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP)** ont légèrement augmenté de **+2,63%**, soit 171 faits en plus par rapport à l'année en 2009. Cette hausse est principalement due à la progression des **violences sexuelles** (+17,17%) soit **63** faits supplémentaires (viols et harcèlements sexuels) ainsi que la hausse des **menaces de violences** (+12,06%)
- **Le taux d'élucidation** est en hausse constante depuis quelques années pour de nombreux indicateurs
- Les services de police et de gendarmerie se sont également investis dans de nombreuses missions générées notamment par l'envergure européenne de la ville de Strasbourg. En 2010, ils auront ainsi assuré l'organisation de **28 visites ministérielles** ainsi que **173 déplacements de personnalités étrangères** dont 78 ont été protégées par l'antenne de Strasbourg du service de protection des hautes personnalités (SPHP)
- Enfin, **221 manifestations revendicatives** ont dû être gérées par les services d'ordre dont 38 ont nécessité un renfort de forces mobiles



Rapport d'activité
des services de l'Etat
devant le Conseil
général

Sécurité

L'action des services en 2010 ...

- **Démantèlement de nombreux réseaux de trafics de stupéfiants** : plus de **1618 opérations** contre les trafics de stupéfiants dont 239 opérations dans les lieux recensés comme étant les plus propices aux trafics. 247 procédures judiciaires ont par ailleurs été conduites en 2010. Par ailleurs, la lutte contre l'économie souterraine est renforcée, par le partenariat entre les forces de l'ordre et les services fiscaux mais aussi par l'implication accrue du Groupement d'Intervention Régional (GIR) dans ces affaires
- **Prévention des violences intra-familiales et des violences faites aux personnes vulnérables** : déclarée "grande cause nationale 2010", la lutte contre les violences faites aux femmes a été poursuivie en 2010 par les services de police et de gendarmerie, d'une part par la prise en charge des victimes (point accueil victimes à la DDSP et travailleur social de la gendarmerie) et d'autre part via de nouvelles actions telles que le dispositif de téléprotection des femmes en très grand danger initié par le Procureur de la République de Strasbourg. L'**opération "tranquillité-seniors"** lancée le 1^{er} juillet dernier a également permis de recenser les personnes âgées les plus vulnérables et de leur communiquer les "bons réflexes" à avoir, en cas de cambriolages en particulier
- **Lutte contre la fraude** : elle se doit d'être au cœur des préoccupations de l'Etat tant pour garantir la maîtrise des dépenses publiques que par souci d'équité envers les citoyens et les entreprises. Dans ce contexte il a été créé un **Comité Opérationnel Départemental Anti-Fraude (CODAF)** chargé de définir les procédures et actions prioritaires à mettre en place pour améliorer la coordination et la lutte contre les fraudes portant atteinte aux finances publiques et contre la travail illégal. Le comité a été installé en août 2010 et se réunit trimestriellement.



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Sécurité

L'action des services en 2010 ...

• Zone de compétence police nationale :

- Baisse de la délinquance générale de -7,54% et de -12,33% pour la délinquance de proximité et taux d'élucidation en délinquance générale de 40,43%, chiffre jamais atteint auparavant qui traduit l'investissement des personnels tant en matière d'investigation ciblée que d'occupation de la voie publique sur l'agglomération de Strasbourg et les circonscriptions de Sélestat et Haguenau.

• - Renforcement de la **Cellule anti-cambriolage** (CAC), des équipes VTT, des brigades spécialisées de terrain (BST) et des unités spécialisées de la Sûreté départementale

• Zone de compétence gendarmerie nationale :

- Création des **Communautés de brigade** de Saverne (Saverne et Marmoutier) et Truchtersheim (Truchtersheim et Hochfelden) et transfert du groupe d'investigation cynophile vers Sélestat

- Création de la **Brigade de protection des familles**, composée des référents violences intrafamiliales des brigades et du travailleur social en gendarmerie qui leur apporte son expertise. Elle gère les interventions au sein de familles ainsi que les réponses judiciaires qui doivent être données

- Vigilance sur la **sécurité des transports** : 16235 actions de sécurisation dans les gares, 10863 patrouilles, 187 trains accompagnés, 8490 personnes contrôlées par la gendarmerie

- Lutte contre les **violences scolaires** : tous les collèges et lycées publics implantés en zone gendarmerie ont fait l'objet d'un diagnostic de sécurité en 2010

• Lutte contre la fraude :

- 152 opérations conjointes de contrôle dans le cadre du CODAF, amenant à la mise en cause de 91 employeurs (hôtellerie restauration, bâtiment, agriculture, services)



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Sécurité

Les thématiques 2011 ...

- La Circonscription de police de Strasbourg a expérimenté le dispositif de **patrouilleurs** qui augmente la visibilité des policiers en tenue d'uniforme sur la voie publique avant généralisation
- Depuis juin 2011, les services de police et de gendarmerie sont équipés du système de **Procès verbal électronique** (PVe) : l'ensemble des opérations de verbalisation pour les infractions de 4^{ème} classe relatives à la circulation routière sont dématérialisées. Les collectivités locales ont la possibilité de s'équiper de ce nouvel outil avec une aide financière de l'Etat (50 % du coût de chaque appareil dans la limite de 500 €) en signant une convention d'engagement avec l'Etat

Données humaines ...

DDSP – Direction départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin

ETP 2010	1 131	ETP 2009	1 110
Effectif physique 2010		Effectif physique 2009	

GGD – Groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin

ETP 2010	1 052	ETP 2009	1 049
Effectif physique 2010		Effectif physique 2009	

DDPAF – Direction départementale de la police aux frontières du Bas-Rhin

ETP 2010	171	ETP 2009	174
Effectif physique 2010	172	Effectif physique 2009	174

Sécurité routière

Le bilan 2010 ...

	2010	2009
Nombre d'accidents	957	1176
<i>évolution annuelle 2010/2009</i>	-18,6%	
Personnes tuées à 30 jours	46	43
<i>évolution annuelle 2010/2009</i>	7,0%	
Personnes blessées hospitalisées	348	431
<i>évolution annuelle 2010/2009</i>	-19,3%	
Total personnes blessées	1239	1482
<i>évolution annuelle 2010/2009</i>	-16,4%	

Les faits marquants 2010 ...

- La catégorie des **jeunes de 14-24 ans** reste particulièrement touchée, avec **18 victimes** en 2010, soit 39% du total des personnes décédées en 2010, alors que cette tranche d'âge de la population ne représente que 15% de la population bas-rhinoise.
- Le nombre **d'usagers cyclistes et piétons** ayant trouvé la mort dans le Bas-Rhin en 2010 s'élève à 11 : ils représentent **24% des personnes décédées** dans un accident de la route en 2010

Les principaux acteurs ...

- Préfecture** – Sous-préfet(e) chargé(e) de mission « sécurité routière »
- DDSP** – Direction départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin
- GGD** – Groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin
- DDT** – Direction départementale des territoires

Focus ... Programme d'action

- *Sécurité et circulation routières*



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Sécurité routière

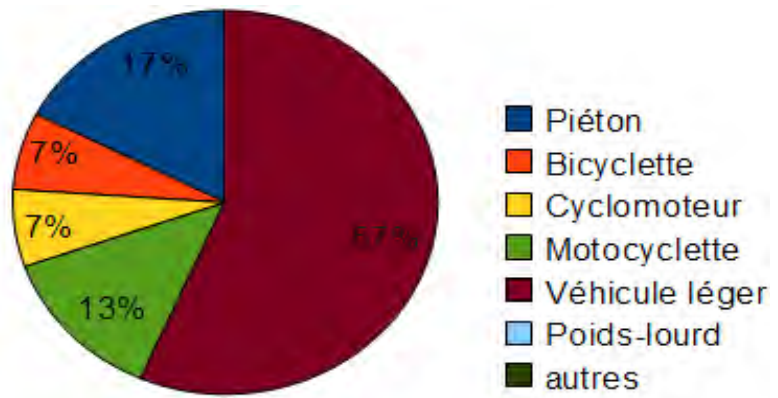
L'action des services en 2010 ...

- **Action répressive des forces de police et de gendarmerie :** de nombreuses **opérations de contrôles** menées : 12 101 opérations de contrôles de vitesse auront été effectuées soit +3,43% de plus qu'en 2009 et 145 629 infractions pour excès de vitesse ont été constatées (soit une baisse de 1,54%). Les dépistages d'alcoolémie sont en hausse de **7,53%** avec 160 120 dépistages réalisés dont 4746 ont été positifs, résultat en hausse de 10,73% par rapport à 2009
- **Contrôle sanction automatisé :** l'année 2010 a été marquée par une **baisse du nombre d'infractions sur radars mobiles** et sur radars fixes par rapport à 2009, soit une baisse de 4,6%. Le dispositif de **contrôle sanction automatisé** s'est étoffé, avec désormais 20 radars automatiques fixes et 16 mobiles sécurisant les routes et autoroutes du département, soit deux de plus mis en service en 2010
- **Politique préventive et éducative :** elle est déclinée localement via le *Plan départemental d'actions de sécurité routière* (PDASR), pour lequel, en 2010, 132 actions ont été retenues, impliquant en tout 55 partenaires (services de l'Etat, collectivités territoriales, associations, organismes consulaires, entreprises...). Les acteurs de l'Etat ont notamment participé à la foire européenne et la caravane sécurité routière de la CUS, et ont accompagné plus de 95 porteurs de projets d'actions de sécurité routière en 2010
- **Transports exceptionnels :** 2053 actes d'autorisation ou d'avis relatifs à des transports exceptionnels et des autorisations de transit ont été délivrés par la DDT. Cette forte activité est en lien avec les deux zones portuaires (Strasbourg, Lauterbourg) et les pôles économiques générant du transport exceptionnel (Eiffel à Lauterbourg, Ziemann et Sotralens en Alsace bossue, CMO à Obernai...)

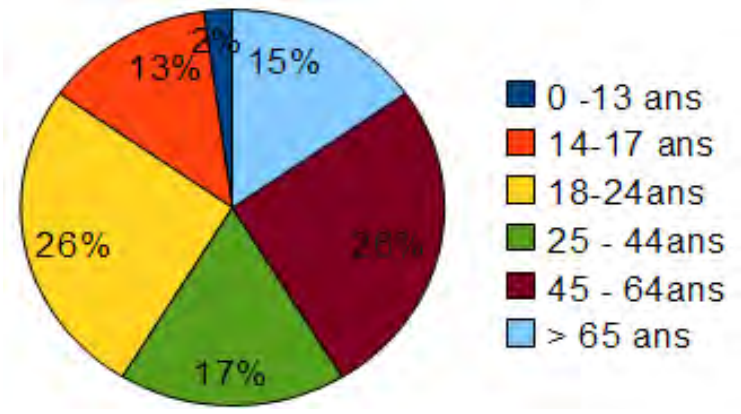
Sécurité routière

Les faits marquants ...

Les catégories de victimes

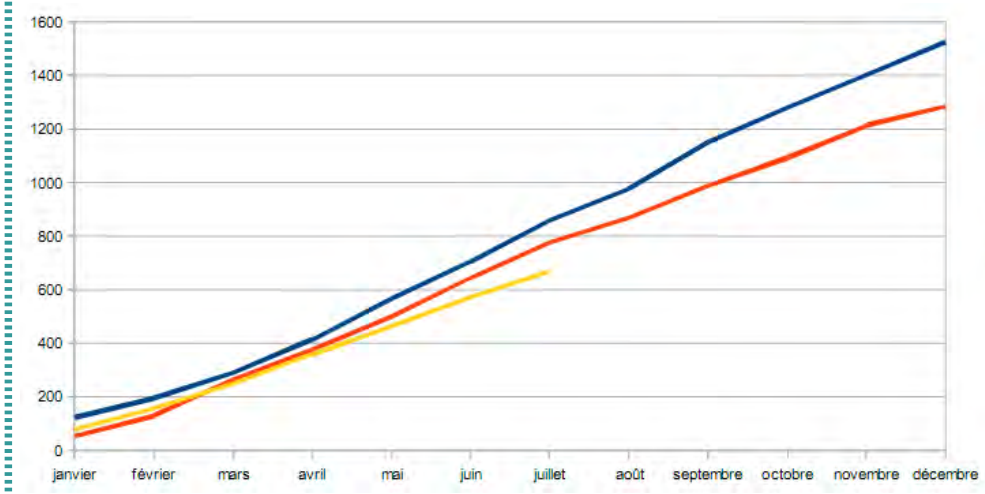


L'âge des victimes en 2010

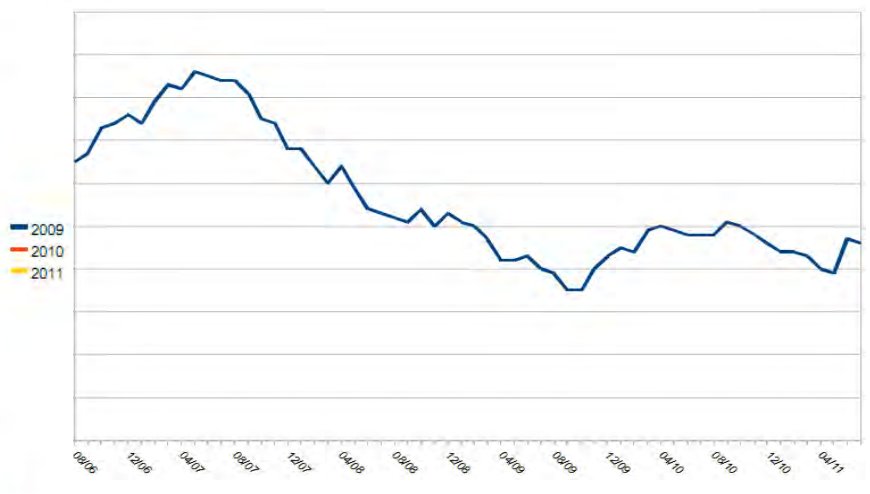


Les thématiques 2011

Nombre de victimes (personnes tuées ou blessées) en cumul mensuel



Nombre de personnes tuées sur 12 mois glissants





Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Sécurité routière

Le point sur la loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (LOPSSI 2) ...

La loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure a modifié un certain nombre de dispositions du code de la route, notamment pour ce qui concerne le permis à points. Elle :

- élargit à un 4^{ème} cas la possibilité de rétention et de suspension administrative du **permis de conduire** : rétention et suspension, en cas d'accident mortel provoqué par un conducteur soupçonné d'avoir commis des infractions graves (art L224-1 et L224-2 du code de la route),
- confère aux préfets un nouveau pouvoir d'**immobilisation et de mise en fourrière** du véhicule dont le conducteur est propriétaire après la commission d'une infraction grave encourant la peine obligatoire de confiscation du véhicule
- étend les possibilités de **contrôles routiers** en rapprochant les conditions de dépistage de stupéfiants de celles de l'alcoolémie
- renforce les compétences des **agents de police judiciaire** adjoints
- introduit des dispositifs de **contrôle de la vitesse moyenne** par installation de nouveaux radars

Par ailleurs, des mesures sont également instaurées par la loi s'agissant des **durées de récupération de points** : le délai entre deux stages de sensibilisation à la sécurité routière est ramené de deux ans à un an ; le conducteur ayant perdu 1 point peut se voir réattribuer ce point au bout de 6 mois (au lieu d'un an) s'il n'a commis pendant ce délai aucune nouvelle infraction ayant entraîné de retrait de points ; le conducteur ayant perdu des points sur son permis obtient la reconstitution totale du nombre de points au terme d'un délai de deux ans sans nouvelle infraction ayant entraîné retrait de points



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Sécurité civile

Les faits marquants 2010 ...

- **Exercices de sécurité civile :** 4 **exercices de terrain** ont été réalisés, choisis selon des obligations réglementaires, les besoins exprimés par les partenaires et les enjeux locaux
 - Port aux pétroles à Strasbourg et Entreprise Rohm and Haas à Lauterbourg, sites classés « SEVESO » seuil haut placés sous **Plan particulier d'intervention (PPI)**
 - Plan « Novi » au tunnel routier de Schirmeck, géré par le Conseil général du Bas-Rhin
 - Exercice de type « accident industriel » ayant pour thème l'incendie d'un silo à grains
- L'amélioration de la coopération franco-allemande a été un objectif important lors des exercices

Les principaux acteurs ...

Préfecture – Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile (SIRACEDPC) et Sous-préfets d'arrondissement

SDIS – Service départemental d'incendie et de secours du Bas-Rhin

Avec le concours de ...

PN/GN – Police et Gendarmerie nationales

SAMU – Service d'aide médicale urgente du Bas-Rhin

DREAL – Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace

DDT – Direction départementale des territoires du Bas-Rhin

Communes et EPCI – Maires et présidents d'EPCI

Associations de sécurité civile

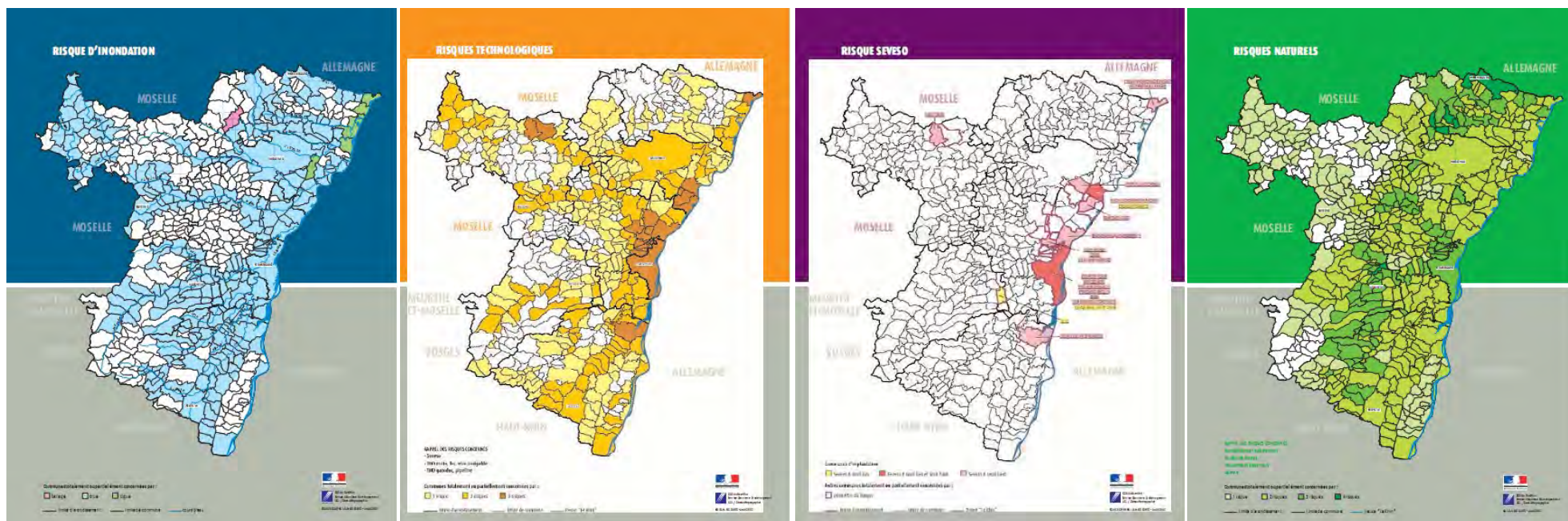
Focus ... Programmes d'action de la mission

- *Intervention des services opérationnels*
- *Coordination des*

Sécurité civile

Les thématiques 2010 ...

- **Etablissements recevant du public (ERP)** : sur les près de 18 800 ERP de tous types et de toutes catégories qui sont répartis sur l'ensemble du territoire du département du Bas-Rhin, 98,25 % des visites de contrôle périodique ont été assurées, le reliquat ayant été traité début 2011 et 31,34 % des avis défavorables ont été levés





Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Sécurité civile

L'action des services en 2010 ...

- **Plans communaux de sauvegarde (PCS) et Documents d'information communaux sur les risques majeurs (DICRIM) :** Une équipe ressource spécifique de 24 agents (sécurité civile, sous-préfectures, DREAL, DDT) a été constituée pour mobiliser les ressources adhoc de plusieurs administrations sous un même pilotage en vue d'appuyer la réalisation d'un PCS dans les communes qui doivent disposer d'une organisation ORSEC communale pour faire face à toute situation y compris en dehors d'un risque majeur. L'accent est mis sur l'accompagnement des communes (réunions d'arrondissement, ateliers de travail dans les cantons, messageries dédiées, élaboration de maquettes type, information personnalisée régulière)
- **Systeme d'Information et d'Alerte de la Population (SAIP) :** dans le cadre d'une action nationale de la Direction de la Sécurité Civile, il s'agit de moderniser le Réseau National d'alerte (réseau des sirènes) d'une part en définissant des zones géographiques d'alerte comprenant des enjeux de populations exposées à des risques naturels ou technologique à cinétiques rapides, et d'autre part en ayant recours, outre les sirènes, à des moyens modernes d'information ou d'alerte (panneaux à message variable, automates téléphoniques, alerte sur téléphones mobiles, messages automatiques sur poste radio)

Les thématiques 2011 ...

- **PCS et DICRIM :** au 30 juin, 195 PCS réalisés (37%) dont 79 pour les communes à PCS obligatoire (61%) et 112 DICRIM, alors que la moyenne nationale des PCS obligatoires réalisés est légèrement supérieure à 20%



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Solidarité, insertion et égalité des chances

Les faits marquants 2010 ...

• Actions en faveur des familles vulnérables :

- Organisation d'une journée d'information à destination des mandataires individuels dans le cadre de la **réforme de la protection juridique des majeurs protégés**

• Handicap et dépendance :

- Renouvellement de la composition de la *Commission départementale des droits et de l'autonomie des personnes handicapées* (CDAPH) et réunion du *Conseil départemental consultatif des personnes handicapées* (CDCPH) le 10 décembre 2010

• Egalité entre les hommes et les femmes :

- La **lutte contre les violences faites aux femmes** déclarée grande cause nationale 2010

Les principaux acteurs ...

DDCS – Direction départementale de la cohésion sociale du Bas-Rhin

Avec le concours de ...

DRJSCS – Direction régionale de la jeunesse, du sport et de la cohésion sociale d'Alsace

Préfecture de région – Délégation régionale au droit des femmes et à l'égalité d'Alsace

Focus ... Programmes d'action de la mission

- *Lutte contre la pauvreté : rSa et expérimentations sociales*
- *Actions en faveur des familles vulnérables*
- *Handicap et dépendance*



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Solidarité, insertion et égalité des chances

L'action des services en 2010 ...

• Actions en faveur des familles vulnérables :

- **Tutelle et services tutélaires** : 254 mandataires gérant 1170 mesures de protection pour un financement de 363 555 € et 6 associations gérant 3252 mesures de protection pour un financement de 2 103 245 €

- **Protection de l'enfance** : examen de 33 dossiers de pupilles lors de 11 conseils de famille, avec le placement de 6 pupilles auprès de familles en vue de leur adoption

- **Familles** : 19 familles financées dans le cadre du *Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement aux parents* (REAAP) pour un montant de 76 271 €

- **Médiation et conseil aux familles** : 5 associations financées pour un montant de 50 000 € et 6 établissements de conseil conjugal et familial pour un montant de 52 180 €

• Egalité entre les hommes et les femmes :

- Elaboration d'un Guide des femmes issues de l'immigration et mise au point d'un répertoire départemental des dispositifs d'accueil des femmes victimes de violences

Les thématiques 2011 ...

• Handicap et dépendance : appui à la conception d'une enquête relative à l'intégration des enfants en situation de handicap dans les accueils sans hébergements

• Egalité entre les hommes et les femmes : élaboration du Plan triennal de lutte contre les violences faites aux femmes



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Sport, jeunesse et vie associative

Les faits marquants 2010 ...

• Sports :

- Détection de **projets innovants** favorisant l'accès des publics en situation de handicap à la pratique sportive et 70 structures sportives accueillant des personnes handicapées référencées sur le site Handiguide Alsace

• Jeunesse et vie associative :

- **Service civique** : installation dans le Bas-Rhin du programme de service civique à partir d'avril 2010, où la DRJSCS accueille et accompagne les porteurs de projets et la DDCS assure le suivi et l'appui aux associations locales

- Extinction du dispositif national « **Envie d'agir** » au profit d'un nouveau dispositif intitulé « **Projet jeunes 67** »

- Signature d'un protocole d'accord avec la CAF du Bas-Rhin relatif aux **accueils collectifs de mineurs**

Les principaux acteurs ...

DDCS – Direction départementale de la cohésion sociale du Bas-Rhin

Avec le concours de ...

DRJSCS – Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Alsace

Focus ... Programmes d'action de la mission

- *Sport*



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Sport, jeunesse et vie associative

L'action des services en 2010 ...

• Sports :

• - **Soutien du Centre national pour le développement du sport (CNDS)** : 50 comités départementaux et 600 associations sportives ont été aidés en 2010 à hauteur de 1 455 800 €, 158 modules sportifs ont été organisés par des associations sportives dans 68 collèges et 39 modules sportifs dans 14 écoles du réseau d'éducation prioritaire soutenus à hauteur de 215 350€, 16 projets d'équipements sportifs ont été soutenus dans le département pour un montant global de 1 638 000 €

• Jeunesse et vie associative :

- **Service civique** : les deux comités de coordination du programme Service civique ont associé les services de l'Etat, le Conseil régional et le Conseil général à la construction d'une stratégie concertée de communication et d'harmonisation des pratiques. Le Conseil général, par l'intermédiaire de l'association Unis-Cités, accueille **46 volontaires**. Le site internet www.passage.fr relaie les informations dédiées aux jeunes de l'agence du service civique

- **Mobilité des jeunes** : différentes mesures ont été mobilisés au plan local pour améliorer la mobilité des jeunes (Programme européen « jeunesse en action, OFAJ...) en étroite concertation avec le Conseil général pour l'attribution des aides à la mobilité, soit au total 422 235€

- **Expérimentations sociales** : 6 opérateurs ont bénéficié d'un financement au titre du *Fonds d'expérimentation jeunes*, dont 2 dossiers portés par le Conseil général dans le champ de l'accompagnement et de l'engagement des jeunes (Pass'accompagnement et Pass'engagement), appuyés à hauteur de 2 221 229€, et 6 établissements scolaires ont mis en place le *Livret de compétences* expérimental avec une enveloppe de soutien de 45 710€

Sport, jeunesse et vie associative

Les thématiques 2011 ...

- **Service civique** : pérennisation et développement du programme, assorti d'un **plan de contrôle régional** afin de vérifier *in situ* de la qualité de l'accueil et de l'accompagnement réservés aux volontaires dans les structures
- **Sports et cohésion sociale** : mise en place de la *Commission spécialisée de prévention de la violence dans le sport* et d'actions de développement de l'offre sportive dans les quartiers de HautePierre, Neudorf, Cronembourg à Strasbourg, développement de la pratique sportive féminine
- **Jeunesse** : signature d'une convention entre DRJSCS et Conseil général relative à Pass'age

Données humaines de la DDCS du Bas-Rhin (toutes missions) ...

ETP 2010	68,4		
Effectif physique 2010	72		

Données budgétaires ...

Programme	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	Action	2010	2009	2010	2009
Programme 163 Jeunesse et vie associative					
	<i>Toutes actions</i>	259 323	--	259 323	--
Programme 219 Sports					
	<i>Toutes actions</i>	17 000	--	17 000	--
	<i>(réserve parlementaire)</i>	54 998	--	54 998	--



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Travail et emploi

Les faits marquants 2010 ...

- **CAE passerelle** : plus de 400 jeunes recrutés par des collectivités ont bénéficié de phases d'immersion dans des entreprises du secteur marchand, avec un taux de sorties positives de 61%
- **Maisons de l'emploi** : de nouvelles conventions pluri-annuelles pour les maisons de Strasbourg, Saverne et Molsheim qui ont bénéficié en 2010 de subventions à hauteur de 1,6 M€
- **Insertion professionnelle des jeunes** : mobilisation du Fonds d'insertion professionnelle des jeunes au profit de plus de 6000 jeunes en difficultés d'insertion pour un montant de 661 000 €
- **Aide personnalisée au retour à l'emploi (APRE)** : développement d'un partenariat entre la Préfecture et Pôle emploi afin d'améliorer la cohérence globale des aides au bénéficiaires du rSa et d'optimiser l'utilisation de l'APRE, dotée de 2 M€ dans le Bas-Rhin pour assumer des dépenses liées à la reprise d'emploi (mobilité, frais de garde, de repas, d'équipement)
- **Plans sociaux** : annonce de la fermeture de la raffinerie Petroplus de Reischtett (253 emplois)

Les principaux acteurs ...

DIRECCTE/ UT67 – Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Alsace et son Unité territoriale du Bas-Rhin

Préfecture – Sous-préfets d'arrondissement

Avec le concours de ...

Pôle emploi – Direction régionale Alsace de Pôle emploi

Focus ... Programmes d'action de la mission

- *Accès et retour à l'emploi*
- *Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi*

Travail et emploi

Les thématiques principales en 2010 ...

- **Demandeurs d'emploi** : le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A,B et C a augmenté moins rapidement dans le Bas-Rhin qu'en moyenne nationale en 2010 (+3% contre + 4,9% au niveau national), avec une forte décélération de l'augmentation du chômage par rapport à 2009 :
 - très forte augmentation du nombre de **chômeurs de longue durée** de +32,6% en 2010 pour +19,6% au niveau national : le poids relatif des chômeurs de longue durée (en catégorie A,B et C) est passé dans le Bas-Rhin à 38% , ce qui est supérieur à la moyenne nationale qui est de 37%
 - seuls les **bassins d'emploi** de Haguenau (-1,2%) et de Wissembourg (-0,9%) ont enregistré une baisse de la demande d'emploi du fait du dynamisme économique de la région voisine du Bade-Wurtemberg ; les augmentations les plus fortes concernent Sélestat (+6%) et Saverne (+ 4,1%). Strasbourg et Molsheim ont connu une évolution conforme à la moyenne départementale
- **Taux de chômage** : il s'élevait à **8 % au 31 décembre 2010** contre 8,6 % un an plus tôt. Le différentiel avec la moyenne nationale métropolitaine est de -1,2 point (-1 point en 2009). Ce sont là encore les **bassins d'emploi** de Wissembourg (- 1,1 point en 2010) et Haguenau (-1,2 point) qui ont bénéficié le plus de cette baisse. Le bassin de Molsheim (5,6%) repasse en 2010 sous le seuil de 6%, alors que Strasbourg conserve le taux de chômage le plus élevé du département, avec 9,4% soit 0,2 point au-dessus de la moyenne nationale
- **Emploi salarié du secteur privé** : après une suppression nette de -12 000 emplois en 2009, l'économie bas-rhinoise a recréé près de **5 000 emplois en 2010**, essentiellement dans le secteur de l'interim. Les **bassins d'emploi** les plus dynamiques ont été ceux de Haguenau, Saverne (+2,5%) et Molsheim (+2,2%) alors que Strasbourg est à +0,8% et que Wissembourg continue à perdre des emplois (-1%)

Travail et emploi

L'action des services en 2010 ...

- **Accès et retour à l'emploi** : développement d'actions d'insertion au profit des jeunes en difficultés, de demandeurs d'emploi de longue durée et des personnes handicapées
 - **Insertion par l'activité économique** : les associations et entreprises du secteur, qui ont traversé en 2010 une conjoncture très difficile, ont été soutenues et ont bénéficié d'un suivi rapproché afin d'éviter toute défaillance (78 structures pour près de 4 500 salariés)
 - **Contrats d'autonomie** : cette mesure a bénéficié en 2010 à 400 jeunes, leur offrant une prestation d'accompagnement renforcé vers l'emploi ainsi qu'une bourse mensuelle durant 6 mois : un taux de sorties positives de 41% enregistré, conforme à la moyenne nationale
- **Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi** : mobilisation des outils du Fonds national de l'emploi (FNE) et promotion des contrats en alternance et des services à la personne
 - **Activités partielles** : versement de 5 700 000 € d'aides aux entreprises touchées par une réduction de leur temps de travail consécutive à une diminution de leur volume d'activité, soit 4 millions d'heures indemnisées et 18 976 salariés touchés dans 397 entreprises
 - **Plans sociaux** : l'essentiel des plans sociaux déclenché au 1er semestre 2010, avec des fleurons de l'industrie locale concernés (DELPHI France, STEELCASE, LILLY France, LOHR Industries, ISTR...), soit un impact social conséquent pour le Bas-Rhin avec la perte d'environ 1 millier d'emplois. Toutefois, les plans de restructuration ont sensiblement baissé par rapport à 2009, avec 18 plans notifiés en 2010 contre 74 en 2009
 - **Conventions de revitalisation** : 6 conventions conclues en 2010 portant sur la re-création de près de 500 emplois et une contribution des entreprises d'environ 3 M€



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Travail et emploi

L'action des services en 2010 ...

• Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations de travail :

- **Lutte contre le travail illégal :** les sommes recouvrées par l'URSSAF du Bas-Rhin se sont élevées à 1 988 154 € en 2010, pour la moitié suite à des signalements des services de l'UT67 de la DIRECCTE ; 45 procès-verbaux ont été dressés lors d'actions coordonnées des services de l'Etat et des organismes sociaux, soit 29% du total des verbalisations en matière de lutte contre le travail illégal, confirmant un engagement fort pour lutter contre ces pratiques

Les thématiques 2011 ...

• **Service public de l'emploi local :** une redynamisation des SPEL a été entreprise depuis mars 2011, à l'initiative du ministère du travail, de l'emploi et de la santé, qui place les sous-préfets d'arrondissement au coeur de l'animation territoriale de la politique de l'emploi, avec l'appui de l'Unité territoriale de la DIRECCTE

• **Convention annuelle d'objectifs CAE :** aboutissement du co-financement complémentaire Etat-Conseil général de 382 *Contrats d'accompagnement dans l'emploi* (CAE), portant à 1530 le nombre de CAE inscrits dans le plan de mobilisation pour l'emploi, dont 10% ciblés sur les bénéficiaires du rSa

• **Insertion professionnelle :** mise en oeuvre d'une clause d'insertion au sein du chantier RFF de la LGV Est dans le Bas-Rhin afin de bénéficier à une centaine de demandeurs d'emploi et jeunes en difficulté sur les bassins d'emploi du département (portage par la Maison de l'emploi de Strasbourg en partenariat avec celles de Saverne et Sarrebourg)



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Ville et logement

Les faits marquants 2010 ...

• Développement et amélioration de l'offre de logement :

- **Signature du Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD) 2010-2014** par le président du conseil général et le préfet le 26 avril 2010, qui comprend 6 axes d'interventions stratégiques : l'offre en logement adapté aux besoins des personnes défavorisées, la coordination hébergement / logement, l'accès au logement, le maintien dans le logement, le fonds de solidarité pour le logement (FSL), la lutte contre l'habitat indigne
- **Signature du Programme départemental de l'habitat (PDH)** par le président du conseil général et le préfet le 5 mai 2010, puis organisation des Assises départementales de l'habitat le 15 décembre 2010

Les principaux acteurs ...

DDCS – Direction départementale de la cohésion sociale du Bas-Rhin

DDT – Direction départementale des territoires du Bas-Rhin

Préfecture – Sous préfet chargé de mission politique de la ville auprès du préfet du Bas-Rhin

Avec le concours de ...

ANRU – Agence nationale du renouvellement urbain

DREAL – Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Focus ... Programmes d'action de la mission

- *Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables*
- *Aide et accès au logement*
- *Développement et amélioration de l'offre de logement*



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Ville et logement

Les faits marquants 2010 ...

• Aide à l'accès au logement :

- **Signature de l'accord collectif départemental (ACD)** : un accord entre les bailleurs sociaux et les trois collectivités réservataires (Etat, Communauté Urbaine de Strasbourg, conseil général) portant sur un objectif de 1000 relogements/an pour des publics considérés comme prioritaires et en coordonnant les interventions pour permettre une couverture des besoins des ménages en grandes difficultés. L'ACD comporte un objectif spécifique de 300 relogements pour les sortants de structures d'hébergement afin de favoriser la fluidité hébergement-logement

- **Mise en place de la Commission de coordination des actions de prévention des expulsions (CCAPEX)** : co-présidée par l'Etat et le Conseil Général et composée de l'ensemble des acteurs participant à la prévention des expulsions, elle vise à coordonner leurs actions pour éviter la poursuite des procédures d'expulsion

• Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables :

- **Elaboration du Plan Départemental de l'Accueil de l'Hébergement et de l'Insertion (PDAHI)**, document de cadrage de l'évolution du dispositif AHI basé sur un diagnostic concerté avec les collectivités locales et les associations

- **Création du Service Intégré de l'Accueil et de l'Orientation (SIAO)**, une nouvelle organisation de l'orientation des personnes sans abri ou mal logées, destinée à améliorer la fluidité entre l'hébergement et le logement et à favoriser une réponse adaptée à la problématique économique et sociale des personnes sollicitant un hébergement et/ou un logement.



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Ville et logement

Les faits marquants 2010 ...

• Renouvellement urbain :

- Préparation et négociation d'avenants nationaux sur 3 des 4 **Programmes de renouvellement urbain** (PRU) à Strasbourg Neuhof, Strasbourg Meinau et Lingolsheim

• Politique de la ville :

- **Décision de prorogation jusqu'en 2014 des contrats urbains de cohésion sociale (CUCS)** qui venaient à échéance en 2010 par voie d'avenant

Les thématiques principales en 2010 ...

• Regroupement des services de la DDCS à la Cité administrative Gaujot et consolidation de la conduite des politiques publiques relevant auparavant de plusieurs services de l'Etat en confortant une communauté de travail fondée sur des valeurs partagées et des objectifs communs

• Production de logements sociaux : préparation du bilan triennal de l'application de l'article 55 de la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU)

• Schéma départemental d'accueil des gens du voyage : préparation et finalisation du prochain schéma suite aux réunions de la commission consultative, avec un passage devant l'assemblée départementale au 3ème trimestre 2011

• Amélioration des logements du parc locatif privé (ANAH) : signature des contrats locaux d'engagement (CLE) pour la mise en oeuvre du Fonds d'aide à la rénovation thermique (FART)



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Ville et logement

L'action des services en 2010 ...

• Développement de l'offre de logement :

- **Logement individuel et collectif, davantage de logements collectifs dans les territoires peu denses** : en 2010, six nouveaux logements sur dix dans le Bas-Rhin ont été construits en collectif. Depuis 1991, la part des logements construits en collectif a augmenté régulièrement dans le département. Dans le même temps, le volume des logements construits en individuel a stagné, voire même diminué très récemment. Dans les zones les plus denses du département, ce sont près de **9 logements sur 10 qui sont construits en collectif**. Dans le reste du département, la proportion de maisons individuelles, fortement consommatrices d'espace, dans la construction neuve a diminué de plus de 30 % depuis le début des années 1990. Ces éléments vont dans le sens d'une diversification de l'offre et sont le signe d'une meilleure optimisation foncière dans l'ensemble des territoires

- **Le parc social, une offre qui progresse et se diversifie** : l'offre sociale dans le Bas-Rhin atteint près **60 000 logements au 1er janvier 2010** soit 13 % de l'ensemble des résidences principales (contre 17 % au niveau France entière). Depuis 2002, l'offre en logements aidés sur le territoire départemental a progressé de 8 % et de manière régulière. La région strasbourgeoise connaît les plus importants volumes de constructions depuis une dizaine d'année. De la même manière que pour l'ensemble de la construction neuve, l'implantation des nouveaux logements sociaux s'effectue de plus en plus hors des pôles urbains. En 2008-2009, ce sont ainsi plus de 4 nouveaux logements sociaux sur 10 qui ont été construits hors des pôles urbains (contre moins de deux sur dix en 2004-2005). Les territoires moins denses du département se développent et les réponses apportées aux ménages s'y diversifient. Dans le même temps, le nombre des communes du département non pourvus d'offre aidée a diminué ces dernières années. Entre 2002 et 2008, 39 nouvelles communes ont ainsi vu l'implantation des premiers logements aidés sur leurs bans



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Ville et logement

Données chiffrées du logement en 2010 ...

Développement et amélioration de l'offre de logement		
8,7 M€ engagés pour le financement de 2 680 logements locatifs sociaux (dont 6,7 M€ correspondant à 1 750 LLS instruits par la DDT pour le compte de la CUS) et des paiements effectués en 2010 de 5,9 M€ (versés aux délégataires)		
Aides de l'ANRU sur les PRU et les opérations isolées		
13,1 M€ engagés et des paiements effectués à hauteur de 14,3 M€		
Aides de l'ANAH		
7,6 M€ engagés pour l'amélioration de 1 015 logements privés dont : - 597 sur le territoire du Conseil général du Bas-Rhin - 418 sur le territoire de la Communauté urbaine de Strasbourg		
Mises en chantier de logements	2010	2009
Individuel pur, individuel groupé, collectif et résidence (total)	7 447	5 951
Logements ordinaires	7 220	5 823
Individuel pur	1 589	1 875
Individuel groupé	569	497
Logements collectifs	5 062	3 451
Logements en résidence	227	128



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
Bas-Rhin – Année 2010

Ville et logement

Les chiffres du droit au logement opposable (DALO) dans le Bas-Rhin en 2010 ...

- Nombre de recours reçus en vue d'une offre de logement en vue d'une offre d'hébergement	378 352 26
- Nombre de recours étudiés par la commission de médiation en vue d'une offre de logement en vue d'une offre d'hébergement	442 411 31
- Nombre de recours déclarés prioritaires et urgents en vue d'une offre de logement en vue d'une offre d'hébergement	148 (pour 208 en 2009) 126 (pour 189 en 2009) 22 (pour 19 en 2009)
- Principaux motifs de recours « menacés d'expulsion (catégorie 2) « dépourvu de logement » (catégorie 1)	36% 32%
- Répartition géographique des requérants Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) Hors CUS Hors Bas-Rhin	325 (dont 227 à Strasbourg) 50 (dont 8 à Haguenau) 3
- Localisation des propositions aux requérants prioritaires et urgents CUS / Hors CUS	119 / 10

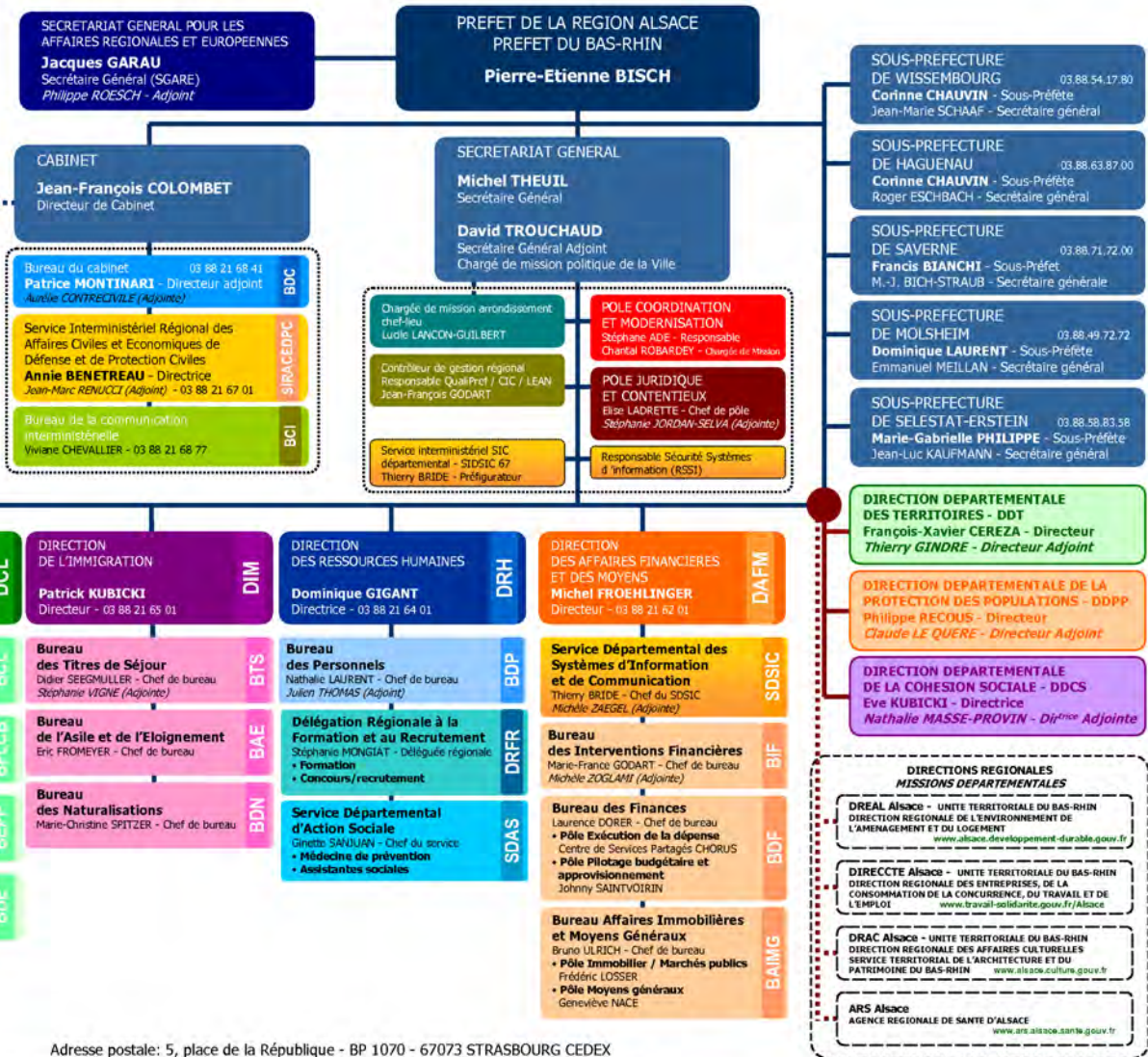
Les chiffres de l'accord collectif départemental (ACD) dans le bas-Rhin en 2010

- Nombre de demandes reçues	1054
- Nombre de demandes validées par les 3 réservataires	896
- Nombre de relogements selon la nature et le réservataire	784 (137 DALO / 585 Etat / 39 CUS / 23 CG67)

Préfecture du Bas-Rhin et Directions départementales interministérielles



SECURITE INTERIEURE ET SECURITE CIVILE	
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE - DDSP 03 90 23 17 17	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA POLICE AUX FRONTIERES - DDPAF 03 89 96 18 00
GROUPEMENT DE GENDARMERIE DEPARTEMENTALE - GGD 03 88 37 52 99	SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS - SDIS 03 90 20 70 00
DIRECTION REGIONALE DU RENSEIGNEMENT INTERIEUR - DRRI	DIRECTION INTER-REGIONALE DE LA POLICE JUDICIAIRE - DIPJ



Adresse postale: 5, place de la République - BP 1070 - 67073 STRASBOURG CEDEX

Standard: 03 88 21 67 68 - Serveur vocal: 03 88 21 62 16 - Courriel: prefecture@bas-rhin.gouv.fr

Site internet: www.bas-rhin.gouv.fr